

F/7

POLICE GÉNÉRALE

Intitulé : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, POLICE GÉNÉRALE.

Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.

Dates extrêmes : Fin XVIII^{ème} siècle-1985.

Importance matérielle : 1860 m.l. (14.321 articles).

Conditions d'accès : librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Sont soumis à dérogation les documents de moins de 50 ans contenant des informations mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'État ou la Défense nationale. Sont également soumis à dérogation les documents de moins de 75 ans produits dans le cadre d'enquêtes de police judiciaire.

Nom des producteurs :

Ministère de l'Intérieur (1790-an II)

Comité de Surveillance (1791-1792)

Commission des administrations civiles, police et hôpitaux (germinal an II-vendémiaire an IV)

Comité de sûreté générale (1792-1795)

Comité de salut public dont la section de police est réunie au Comité de sûreté générale en messidor an II

Ministère de la Police générale de la République (nivôse an IV-fructidor an X)

Ministère de la Justice (fructidor an X-messidor an XII)

Ministère de la Police (messidor an XII-1814)

Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police du Royaume (1814-1815)

Ministère de la Police (mars 1815-décembre 1818)

Ministère de l'Intérieur, Direction de la Police (décembre 1818-janvier 1852)

Ministère de la Police générale (janvier 1852-juin 1853)

Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sûreté générale (1853-1858)

Préfecture de police (1858-1870, puis 1874-1876), à laquelle sont rattachées le 30 novembre 1858 les attributions de la direction de la Sûreté générale supprimée, et qui constitue ainsi un véritable ministère de la Police sans le titre, les autres attributions policières restant au ministère de l'Intérieur

Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sûreté générale (1876-1934) rétrogradée à deux reprises au rang de sous-direction (de novembre 1881 à février 1882, puis de décembre 1899 à mars 1903)

Ministère de l'Intérieur, Inspection générale des camps d'internement (1940-1956)

Ministère de l'Intérieur, Secrétariat général à la police (1941-1943) puis Secrétariat général au maintien de l'ordre (1944)

Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Sûreté nationale (1944-1966)

Histoire des producteurs :

La sous-série F/7 traditionnellement appelée « police générale » accueille les dossiers de diverses autorités chargées de la police au niveau national, depuis la Révolution française, période de la création du « ministère de la police générale » (1796) qui intervient après celle du ministère de l'Intérieur en 1791. Ce ministère devient un des grands rouages de l'État dès que Fouché en est titulaire en 1799. L'organisation qu'il donne au ministère est la suivante : les départements de l'Empire sont divisés en arrondissements de police correspondant à des zones géographiques. Les bureaux du ministère sont répartis entre dix divisions dont l'une, la plus importante, est la division de la Sûreté générale et de la police secrète. En 1814, le ministère est supprimé puis rétabli en 1815 et à nouveau supprimé en 1818. A partir de cette date, la Police a été tantôt une direction spéciale, tantôt une simple division, tantôt un bureau de l'administration départementale au ministère de l'Intérieur. En janvier 1852 est récréé un Ministère de la Police générale supprimé dès juin de l'année suivante. La police politique redevient une direction de l'Intérieur. En 1859 cette direction (la Sûreté générale) est supprimée et ses attributions vont au Préfet de Police qui devient ainsi un vrai ministre de la Police. Ce n'est qu'en 1876 que la Sûreté générale est enlevée au Préfet de Police : elle redevient une direction du ministère de l'Intérieur.

Quel que soit son rattachement, l'autorité chargée de la police au niveau national n'a longtemps disposé que de moyens humains et matériels très réduits surtout si on les compare à ceux de ses institutions rivales, la Préfecture de Police, la Gendarmerie et les polices municipales. L'administration centrale restera pour des années « un état-major sans troupes ». Cette absence de moyens n'empêchera pas la Police de se voir confier de missions dont le contenu évolue fortement tout au long du XIX^{ème} siècle. Elles restent néanmoins organisées

autour de pôles communs : la répression des crimes et délits, la surveillance politique mais aussi des mœurs et de toutes les activités jugées dangereuses pour « l'ordre public », l'application de la réglementation dans le cadre d'activités de « police administrative » chargée, en particulier, de la surveillance des étrangers et du respect des règles de leur circulation et séjour en France (passeports, titres de séjour, expulsion...)

En 1907, Georges Clemenceau, président du Conseil et ministre de l'Intérieur décide de renforcer et de moderniser l'organisation de la Sûreté générale. Cette réforme, dont les mesures principales sont la création des brigades régionales de police mobile (ancêtre de la police judiciaire) et la mise en place d'un Fichier central chargé de regrouper les données nominatives recueillies par la police, jette les bases de l'organisation moderne de cette entité. Les premières brigades des Renseignements généraux, héritières des activités de la « police politique », naissent à la même date et forment une direction autonome à partir de 1937. En 1941, le renforcement de l'organisation policière sous Vichy se traduit par l'étatisation de toutes les polices, à l'exception de la Préfecture de Police de Paris, et la création d'un Secrétariat général à la Police organisé en trois directions : direction de la Police judiciaire, direction des Renseignements généraux et direction de la Sécurité publique (à laquelle sont rattachés les corps urbains et les groupes mobiles de réserve). Cette organisation est très largement maintenue jusqu'en 1966, date à laquelle la Préfecture de Police de Paris est intégrée à la Sûreté nationale qui prend alors le nom de direction générale de la Police nationale (DGPN).

Histoire de la conservation :

L'origine de la sous-série remonte au premier versement, alors pensé comme provisoire, effectué en 1829 pour désencombrer les locaux du ministère de l'Intérieur alors installé rue de Grenelle : 3.459 articles et 560 registres entrèrent aux Archives royales, sans les instruments de recherche correspondant que les policiers avaient conservés. Jusqu'en 1864, douze versements suivirent, en particulier sous la Monarchie de Juillet alors que Létronne était directeur des Archives royales, notamment les archives du Comité de Sûreté générale et celles de la police politique sous la Révolution, l'Empire et la Restauration. Ces arrivées étaient d'importance inégale et uniquement destinées à libérer de l'espace au ministère, sans obéir à un souci de conservation des documents. En 1864, les 12.169 premiers articles de la sous-série étaient versés. La situation ne s'améliora guère sous la III^{ème} République : neuf versements jusqu'en 1924 (en 1876, 1879, 1880, 1883, 1884, 1905, 1908, 1917, 1920), « fort espacés, de médiocre importance, et faits, jusqu'au dernier, de la même manière hasardeuse que les précédents », selon l'archiviste Charles Schmidt en 1924. A cette dernière date, la sous-série comptait 12.713 cotes, soit un accroissement extrêmement réduit correspondant à 9 articles par an en moyenne. Au cours des trente années qui suivirent, cinq nouveaux versements portèrent le nombre d'articles à 13.415, ce qui ne marquait qu'un très lent progrès.

Dans ces conditions, il est explicable que, dans son état actuel, la sous-série F/7 ne représente qu'une faible partie des archives produites par la police centrale pendant deux siècles. En effet, outre ces versements peu satisfaisants, elle a eu à souffrir de destructions massives telles celles ordonnées par Fouché au moment de l'avancée des armées coalisées vers Paris à la fin du Premier Empire lorsqu'il fit détruire les dossiers relatifs à la chouannerie et à l'espionnage anglais. De plus, l'incendie de la Préfecture de Police en mai 1871 anéantit une quantité considérable de documents du fait de la fusion, en 1858, de cet organisme avec la Sûreté générale qui conservait des documents anciens de l'administration centrale de la Police. A ces vicissitudes historiques, s'ajoute la pratique qui consiste, dès le Directoire et surtout sous la Restauration, à restituer aux particuliers certains papiers personnels saisis pendant la Révolution.

A noter également que jusqu'à la Première guerre mondiale, les versements émanent rarement d'un service particulier et n'ont généralement aucune cohérence interne. En outre, le traitement hasardeux (recotation sans concordance par exemple) et les nombreuses éliminations effectués par les archivistes de la fin du XIX^{ème} siècle (vers 1885-1895) dans des fonds péniblement recueillis n'ont pas amélioré la lisibilité de la sous-série F/7 pour le XIX^{ème} siècle.

Aucun versement n'est venu alimenter la sous-série F/7 entre 1920 et 1945. En août 1945, l'intervention rapide de l'archiviste Robert-Henri Bautier auprès des services du ministère a permis de sauver de la destruction les archives de la direction des Renseignements généraux pour la période 1910-1936 (F/7/12948-13965) constituant ainsi une source de tout premier ordre. La sous-série est en grande partie lacunaire pour les années 1930 à 1940. Les archives produites par la Police durant cette période ont été saisies par les autorités allemandes d'occupation puis transportées en Allemagne où elles tombèrent entre les mains des troupes soviétiques. Conservées à Moscou depuis la fin du conflit, ces archives ont fait l'objet en 1992 d'un accord de restitution signé entre les gouvernements russe et français. Ces fonds constituent ce que l'on appelle couramment « le fonds de Moscou » (conservé actuellement sur le site de Fontainebleau des Archives nationales).

Les versements n'ont ensuite repris qu'en 1952, date de création de la mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Intérieur. M^{me} Devos, alors à la tête de la mission, retrouva dans les caves du ministère plus de 50 tonnes d'archives constituées en grande partie des résidus de l'ancien Fichier central (dossiers individuels et dossiers d'affaires) depuis sa création en 1907 jusqu'à son abandon en 1934. Aux côtés de cet ensemble se trouvaient entreposés des dossiers d'organismes extérieurs (Forces Françaises de l'Intérieur,

Gouvernement militaire de Paris, Secrétariat d'État à la Guerre, etc.). L'origine de ces archives dites « récupérées » reste incertaine : certains papiers semblent avoir été saisis par les autorités allemandes qui occupaient les locaux de la rue des Saussaies, d'autres semblent avoir été confiés à la Sûreté Nationale à la Libération pour être exploités par le Fichier central avant d'être abandonnés dans les caves du ministère. L'ensemble de cette masse d'archives, versée aux Archives nationales entre 1960 et 1963, a fait l'objet d'un classement thématique (F/7/14605-14885). Par la suite, une quinzaine de versements réguliers est venue enrichir la sous-série entre 1963 et 1985. Ces derniers versements n'ont pas fait l'objet de classement thématique ni de regroupement par producteurs : il en résulte un manque d'ordonnement.

Depuis 1985, les versements du ministère de l'Intérieur se sont effectués au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau (Archives nationales, site de Fontainebleau).

Présentation du contenu :

De la diversité des missions qui ressortent de la police, deux grands pans peuvent, sur la longue durée, être dégagés, qui déterminent les types de dossiers présents dans le fonds :

- Les missions de **police administrative** génèrent des papiers concernant la réglementation, le contrôle et l'application des lois dans tous les domaines et principalement la circulation sur le territoire français, l'émigration, les cultes, les associations, les loteries, jeux et courses, les fêtes et manifestations, la presse et l'édition, le commerce et la détention d'armes, la mendicité et le vagabondage.
- Les missions visant à assurer la **sûreté extérieure et intérieure de l'État** expliquent la présence de dossiers relatifs à la répression des crimes et délits (sous la forme de « dossiers d'affaires » ordonnés soit nominativement – affaire Seznec, affaire Stavisky –, soit thématiquement - trafics de monnaie, prostitution, espionnage-), la sécurité du chef de l'État, la surveillance des partis et des activités politiques, celle des grèves et manifestations, le contrôle des étrangers, l'administration des prisons, le maintien de l'ordre public.

La pluralité et l'extension des domaines couverts expliquent que cette sous-série puisse constituer un point de départ ou de passage pour un bon nombre de recherches, quels qu'en soient la période chronologique ou le sujet. L'unité tient dans le point de vue adopté pour considérer les domaines en question à savoir le recueil et la production d'informations générales sur la situation politique française, sur la situation internationale et sur leurs acteurs, ainsi que la surveillance de ces activités et l'instruction d'enquêtes à fins judiciaires dans le cas des crimes et délits.

Selon les époques le contenu de la sous-série varie énormément, passant de l'abondance à la pénurie. Pour le XIX^{ème} et le début du XX^e siècles, on peut ainsi distinguer de grandes périodes :

- de 1789 à 1830 (plus de 10.000 cotes) : archives particulièrement nombreuses constituant la plus grande partie de la sous-série malgré les restitutions et les éliminations volontaires,
- de 1830 à 1880 s'étalent cinquante années de vide à peu près total, surtout à partir de 1834 dont ne subsistent que des épaves (passeports, listes de condamnés),
- de 1880 à 1919 c'est-à-dire à partir de l'arrivée définitive des républicains, on retrouve des documents relativement abondants surtout en matière politique. Mais il est clair que la police n'a versé qu'une partie de ses dossiers (ceux du personnel sont à l'évidence trop peu représentés).
- de 1920 à 1939, la majorité des documents conservés provient de la direction des Renseignements généraux (F/7/12948-13965).

Deux périodes chronologiques majeures composent le fonds pour la seconde partie du XX^e siècle :

- la Seconde guerre mondiale pour laquelle figurent des documents de surveillance mais aussi tout un ensemble sur les camps d'internement en France, de leur création à leur disparition ainsi que les archives du cabinet du Secrétariat général à la police à Paris et quelques cartons relatifs à l'épuration.
- La guerre d'Algérie, pour laquelle trois versements de la direction des Renseignements généraux, de la Police judiciaire et de la commission de vérification des mesures de sécurité publique permettent d'appréhender la complexité de la situation à travers les diverses parties prenantes que sont l'OAS, les nord-africains en France et les résidants en Algérie, qu'ils soient d'origine métropolitaine ou indigène.

Du fait même du rôle centralisateur du ministère de l'Intérieur et de la tutelle qu'il exerce sur un certain nombre d'instances ou de services organisés régionalement, que ce soient les Renseignements généraux ou la Police judiciaire, les documents sont majoritairement, soit des notes et rapports transmis aux différentes directions de police, soit des directives et demandes produites par cette tutelle. L'organisation et le fonctionnement des services de police qui incombent également au ministère sont une composante du fonds, avec cependant des lacunes très notables comme la quasi-absence de dossiers de carrière.

Toutefois, les dossiers nominatifs ne sont pas inexistantes et forment des parties de sous-séries entières. C'est le cas pour le XIX^{ème} siècle (passeports, dossiers d'émigrés par exemple...) Au XX^{ème} siècle, sont constitués nominativement, d'une part des dossiers d'affaires et de renseignements sur la carrière et les activités d'hommes politiques de la III^{ème} République (fonds dit « Panthéon » F/7/15924-16028), d'autre part des dossiers des Renseignements généraux (notes et revues de presse) sur des personnalités décédées avant 1975 (F/7/15475-15539, F/7/15741-15765). Précisons cependant que cette typologie qui tend à opposer dossiers de principes et dossiers nominatifs est, même si elle structure la série, dépassée dans les faits : bon nombre de documents à caractère général en effet citent ou listent des personnes dans le cadre d'interventions, de contentieux, ou simplement à titre informatif.

Enfin, les archives de la police sont émaillées de papiers saisis, soit chez des particuliers (journal de Marcel Déat pour les années 1940 à 1944, papiers de Gustav Regler écrivain allemand exilé en France etc.), soit dans des organisations (archives du parti fasciste italien en France, archives du journal *Die Zukunft*, etc.).

Instruments de recherche : voir l'*État des inventaires*

Sources complémentaires :

Autres parties des mêmes fonds :

Pour la Police sous la Révolution :

Archives nationales (Paris) :

- D/XLIII/1 (Comité de sûreté générale).
- AF/II*/224, 254-301 : Comité de sûreté générale.
- BB/1/1-9 : Commission des administrations civiles, police et tribunaux (an II-an IV). Cette instance a brièvement remplacé le ministère de l'Intérieur et constitué l'autorité suprême en matière de police sous le contrôle du Comité de salut public puis du Comité de législation. Ses archives, malheureusement très réduites, concernent surtout les questions judiciaires ; d'autres sous-séries (notamment BB/3 et BB/4) contiennent quelques documents de cette commission.

Pour la Police au XX^e siècle :

Archives nationales (Fontainebleau) :

- « Fonds de Moscou » : Le fonds de Moscou regroupe une grande partie des archives de la direction de la Sûreté saisies par les allemands au début de l'Occupation. Ces dossiers pallient les lacunes de F/7 pour les années 1930.
 - Versements de la direction générale de la Police nationale.
- Les dossiers de carrière des fonctionnaires de police, y compris pour des personnes nées autour des années 1890, se trouvent en particulier dans ces versements, ainsi que les archives de la commission d'épuration de la Sûreté.
- Versements de la direction des libertés publiques et affaires juridiques.

Archives d'autres producteurs en relation :

Archives nationales (Paris) :

Archives publiques :

- D/§1, 2 et 3 (Missions des représentants du Peuple, 1792-an VI). Les représentants en mission sont investis de très larges pouvoirs et exercent de fait des fonctions de police dans les départements de leur ressort. Pour l'outre-mer, voir le Comité des colonies (D/XXV).
- D/XXIX (Comité des rapports). Ce comité a pour compétence tous les troubles à l'ordre public dans les départements pour les années 1789-1791.
- D/XXIXbis (Comité des recherches). Le Comité des recherches traite des affaires de police en général dans les années 1789-1791.
- D/XLII (Comité de salut public).
- AF/II/ 20-417 et AF/II*/45-253 (Comité de salut public).
- AF/III/45-51 et AF/III*/139-156 (Directoire exécutif. Police).
- AF/IV/1302, 1314-1315, 1329, 1470-1563 et AF/IV*/315, 383 (Cabinet de Napoléon 1^{er} et Secrétairerie d'État impériale).
- F/1a (Ministère de l'Intérieur, administration générale) : archives du cabinet du ministre.
- F/1cI à III (Esprit public et élections).

- B/II (Élections et votes).
 - F/2 (Ministère de l'Intérieur, administration départementale et communale) : voirie, urbanisme, équipement, recensement.
 - F/3 (Ministère de l'Intérieur, administration communale).
 - F/4 (Ministère de l'Intérieur, comptabilité générale), F/4/3200 à 3272 : dossiers de pensions de fonctionnaires de police nés entre 1846 et 1920.
 - F/6 (Comptabilité communale).
 - F/11 (Subsistances).
 - F/16 (Prisons).
 - F/18 (Imprimerie, librairie, presse, censure).
 - F/19 (Cultes).
 - F/21 (Beaux-Arts)
 - F/22 (Travail et sécurité sociale).
 - F/60 (Secrétariat général du Gouvernement et services du Premier ministre).
 - F/70 (Ministère d'État. Second Empire).
 - F/80 5Algérie).
 - 2AG (État français).
 - AJ/38 (Commissariat général aux questions juives et Service de restitution des biens spoliés).
 - AJ/40 (Archives allemandes de la seconde guerre mondiale).
- Archives privées :*
- 484 AP (Fonds Jules Moch).
 - 456 AP (Fonds Edouard Depreux).

Préfecture de police de Paris :

Les archives de la Préfecture de police de Paris, conservées par elle, constituent un complément logique, y compris pour des affaires qui dépassent le ressort de l'ancien département de la Seine.

Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence) :

- 81 F (ministère d'État chargé des affaires algériennes. 1873-1964).

Sources complémentaires sur le plan documentaire :

Archives nationales (Paris) :

Archives publiques :

- F/9 (Affaires militaires).
- 1W : tribunal révolutionnaire (1792-an III), commissions militaires (an III-an V), Haute Cour de Vendôme (an V), Hautes Cours de Bourges et Versailles (1849).
- 2W (Cour suprême de justice), procès de Riom.
- 3W (Haute Cour de Justice).
- 4W (Tribunal d'État), section de Paris.
- 5W (Cour de Sûreté de l'État).
- Z/4 (Section spéciale de la cour d'appel de Paris).
- Z/5 (Chambres civiques de la cour de justice de la Seine).
- Z/6 (Cour de justice du département de la Seine).
- AA (Collections de lettres et pièces diverses), AA/28 : police municipale (an XII) ; AA/30 : état des détenus dans les prisons de Paris (1792-an II) ; AA/58-59 : chouannerie (1793-1838).
- AJ/43 (Organisation internationale pour les réfugiés).
- 72/AJ (Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale).
- 78/AJ (Collections de tracts, journaux et imprimés).
- BB/18 (Ministère de la Justice, correspondance générale de la division criminelle).
- BB/30 (Ministère de la Justice, versements divers). Cette sous-série disparate offre une très grande richesse, notamment en matière politique. Elle permet par exemple de combler en partie le néant des archives policières pour la période 1830-1880.

Archives privées :

- La sous-série AB/XIX (pièces isolées et petits fonds d'origines privées) contient divers documents intéressant la police, par exemple l'article AB/XIX/3894, ministères de l'Intérieur et de la Police générale (1798-1799).
- 437 AP (Fonds Jean Jaurès).
- 470 AP (Fonds Millerand).
- 552 AP (Fonds Vincent Auriol).
- 559 AP (Fonds Marceau Pivert).
- 570 AP (Fonds Léon Blum).

Sources de la notice :

- *Archives nationales. État général des fonds*, publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France (tomes II et V), Paris, 1978.
- Direction des Archives de France, *Etat sommaire des versements faits aux archives nationales par les ministères et les administrations qui en dépendent (série F)*, 1962, Paris, Imprimerie nationale, 453 p.
- DEFRANCE Jean-Pierre (dir.) Mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Intérieur, *Archives contemporaines du ministère de l'Intérieur : État des versements d'archives effectués aux Archives nationales et conservés au Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau*, Paris, 1995, 476 p.
- CARON (Pierre), *Le Fonds du Comité de Sûreté générale*, Paris, Archives nationales, 1954, introduction pp 1-29.
- JOLY (Bertrand), NOULET (Christèle), *Sous-série F⁷, Police générale*, état numérique détaillé, dactylographié, Archives nationales, 2001, introduction.

Date de la notice : 2008.

Auteurs de la notice : Jean-Baptiste AUZEL, Émilie CHARRIER, Sylvie LE GOËDEC, Annie POINSOT (Guy BEAUJOUAN, Bertrand JOLY, Geneviève LE MOËL, Christèle NOULET, Yvonne POULLE, G. RITTER).

REGISTRES ET FICHIERS

- F/7/1* à 103*. Comité de Sûreté générale¹. Enregistrement de la correspondance. Dénonciations. Détenus 1791-an IV [septembre 1795-septembre 1796].
F/7/101* à 103* : passeports. 1791-an IV [septembre 1795-septembre 1796].
- F/7/104* à 167/3*. Émigrés. Bureau des émigrés : listes diverses, amnisties. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1810.
- F/7/168* à 611*. Série dite « Affaires diverses ». (F/7/7090 à 8007). Répertoires alphabétiques et enregistrements chronologique². An IV-an XI [septembre 1795-septembre 1803].
- F/7/612* à 645*. Passeports. Demandes de résidence. Demandes de résidence (F/7/10868 à 11228) et passeports. Enregistrement et répertoire. An V-an X [septembre 1796-septembre 1802].
- F/7/646* à 683*. Surveillance des prêtres et des émigrés principalement. Enregistrement des mandats d'amener. Analyses de lettres adressées au ministère et de lettres interceptées. Affaire concernant la police du commerce, de salubrité, des mœurs³
- F/7/684*. Comité de Sûreté générale. Permis de résidence à Paris. An IV [septembre 1795-septembre 1796].
- F/7/685* à 692*. Enregistrement de correspondance (an IV-an XI [septembre 1795-septembre 1803]). Arrêtés du Directoire et du Consulat puis décret relatifs à la police (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1810).
- F/7/693* à 697*. Première division. Répertoires par noms de personnes, de localités et d'affaires. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1814.
- F/7/698*. Commissaires de police. Commissaires de police des départements. An XI-an XII [septembre 1802-septembre 1804].
- F/7/699* à 704/A*. Répertoires alphabétiques concernant certains individus. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1808.
- F/7/704/B* à 800/3*. Arrondissements de police. (1^{er}, 2^e et 3^e). Enregistrement et répertoires divers. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1814
- F/7/801* à 811*. Répertoires de détenus, signalements, papiers provenant de navires entrés dans les ports, etc. An IX [septembre 1800-septembre 1801]-1814.
- F/7/812* à 865/1*. Passeports.

¹ 6 registres n'appartiennent pas au Comité de Sûreté générale, 2 sont d'origine douteuse. Voir Caron, *Le Fonds du comité de Sûreté générale*. Paris, 1954, p. 17.

² Les numéros 406 à 429 sont vacants.

³ Le numéro 674 est vacant.

- F/7/865/2* et 865/3*. Passeports. Enregistrement (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1814). Répertoire alphabétique (an XIV [septembre 1805-septembre 1806]-1808). Série dite « Affaires politiques ». Division Desmarests ». Enregistrement. Mars-juillet 1815.
- F/7/866* à 944*. Secrétariat général du ministère de la Police. Enregistrement. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1819.
- F/7/945* et 946*. Commissaires envoyés dans les divisions militaires. 1814.
- F/7/947* et 948*. Garde royale. Demandes de place à partir de 1814.
- F/7/949* à 958*. Bureau des réfugiés. Registres d'arrivée. 1831-1837.
- F/7/959* à 961/A*. Série dite « Affaires administratives ». « Série A3 (F/7/9340 à 9441). Inventaires. 1819-1823.
- F/7/962* à 1000*. *Cotes vacantes*.
- F/7/1001* à 1294*. Arrondissements de police Arrondissements de police (1^{er}, 2^e et 3^e). Tables sur fiches. Instrument de recherche pour le groupe F/7/8072 à 8969.
- F/7/1295* à 1731*. Secrétariat général du ministère de la Police. Tables sur fiches du Secrétariat. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1817.
- F/7/1732* à 2113* *Cotes vacantes*.
- F/7/2114* à 2200/325* Série dite « Affaires politiques ». Tables sur fiches⁴ : 2114* à 2156*. Affaires politiques. « Série B.P. ». « Série 2 et 3 ». (F/7/6139 à 6622). 2157* à 2160*. « Division Morin ». « Division Desmarests. » (F/7/6623 à 6629). 2161* à 2200/32*. « Série P.P. » (Police politique). (F/7/6678 à 6997).
- F/7/2200/33* à 2200/281* Série dite « Affaires administratives ». Tables sur fiches : « Affaires administratives ». (F/7/8970 à 9584).
- F/7/2200/282* à 200/298* Émigrés. Comité de sûreté générale. Statistique individuelle de Paris (1809). Tables sur fiches concernant : « Belges » et « Étrangers. » (F/7/6136 à 6138/7). Comité de Sûreté générale. Décrets relatifs à la police (an VII [septembre 1798-septembre 1799]-1815). Lettres saisies. Statistique individuelle de Paris (1809). Français au service des puissances étrangères (F/7/6127 à 6135). Individus en surveillance (1819-1820).
- F/7/2200/299* à 313* Série dite « Archives ». Tables sur fiches concernant le groupe de dossiers « Archives » (F/7/4216 à 4385/2).
- F/7/2200/314* à 320* Série dite « Affaires politiques ». Tables sur fiches concernant le groupe de dossiers « Classement Duplay ». (F/7/6636 à 6677).
- F/7/2200/321* à 325* Tables sur fiches concernant les forçats libérés du 1^{er} arrondissement.
- F/7/2201* à 2210*. Comité de sûreté générale. Procès-verbaux de la commission des Vingt-quatre (1792). Arrêtés et correspondance du comité de Sûreté générale (an II-an IV [septembre 1793-septembre 1796]).
- F/7/2211* et 2212*. Gendarmerie. Organisation de la gendarmerie en Belgique (an IV [septembre 1795-septembre 1796]). Rapports de police (an VI [septembre 1797-septembre 1798]).
- F/7/2213* à 2221* Bulletins de police. 1806-1814.
- F/7/2222* à 2227*. Secrétariat général du ministère de la Police. Registres provenant du secrétariat, de la 2^e division, du 2^e arrondissement. 1810-1815.
- F/7/2228*. Serment de fidélité à la constitution (an IX [septembre 1800-septembre 1801]).
- F/7/2229* et 2230*. Émigrés. Français au service de l'Autriche (1809-1811). Autorisation de résider en France (an X [septembre 1801-septembre 1802]-1808).
- F/7/2231* à 2258*. Surveillance des étrangers. Étrangers de passage à Paris. An X [septembre 1801-septembre 1802]-1814.
- F/7/2259* à 2260*. Police des cultes. Culte. 1806-1813.
- F/7/2261* à 2285*. Répertoires des crimes, délits, incendies, etc. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1814.
- F/7/2286* à 2292*. Forçats en surveillance (1818). Condamnés libérés (1820-1830).
- F/7/2313* à 2470* *Cotes vacantes*
- F/7/2471* à 2526* Comités et sections de Paris. Registres des comités et des sections de Paris⁵. 1791-an IV [septembre 1795-septembre 1796].
- F/7/2527* à 2530*. Certificats de résidence délivrés à Orléans (an IV-an VI [septembre 1795-septembre 1798]). Registres d'auberge à Genève (1791-1797).

⁴ Un très grand nombre de ces fichiers se trouvent non pas dans le dépôt mais à la section moderne, où ils servent, en l'absence d'inventaires modernes, d'instruments de recherche pour les liasses dont les cotes sont indiquées entre parenthèses.

⁵ Voir état sommaire des registres des sections dans Mellié, *Les Sections de Paris*, Paris, 1898, p. 308 à 312.

F/7/2531* et 2532*. F/7/2533* à 2549*.	Statistique individuelle de Paris. 1809. Émigrés. Listes, radiations et éliminations. An IV-an X [septembre 1795-septembre 1802].
F/7/2550* à 2573/B* F/7/2574* à 2578*. F/7/2579* à 2584*.	Passeports. 1814-1846. Comptabilité. Livres de caisse de la police. 1811-1818 et 1853. Procès-verbaux des commissaires près les postes nationales. An IV-an VII [septembre 1795-septembre 1799].
F/7/2585* à 2595*. F/7/2596* à 2601*. F/7/2607 à 3000.	Insurrection de 1848 et événements de 1851. Comptabilité. An X [septembre 1801-septembre 1802]-1847. <i>Cotes vacantes.</i>

CARTONS

Documents généraux sur la police

F/7/3001 et 3002.	Extraits des séances du conseil d'administration de la police. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1812.
F/7/3003. F/7/3004 à 3008/5.	Avis du bureau des lois. An IV-an VII [septembre 1795-septembre 1799]. Minutes de lettres du cabinet du ministre. Organisation du ministère. Relations avec les autres ministères et les préfets (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1852). Législation concernant la police. Réponses des préfets aux circulaires (1793-1821). Rapports du bureau central du canton de Paris (an IV-an VII [septembre 1795-septembre 1799]). État d'esprit à Paris et en province (1851-1854).
F/7/3009 à 3015.	Demandes de places, d'audiences, de décorations. Classement alphabétique. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1815.
F/7/3016 à 3019.	Port d'armes. Commerce et transport des armes. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1827.
F/7/3020 et 3021. F/7/3022. F/7/3023 à 3026.	Police des cultes. 1791-1811. Approvisionnement de Paris. An III-an XII [septembre 1794-septembre 1804]. Fraudes et contrebandes (an IV-an XI [septembre 1795-septembre 1803]). Boulangerie et boucherie (an XII [septembre 1803-septembre 1804]-1812). Débits de boisson, hôtels, etc. (an XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1852). Prostitution (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1814). Voies publiques, entretien et alignements (an IV-an VII [septembre 1795-septembre 1799]).
F/7/3027 à 3034.	Arrestations et surveillances (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1818). Affaires criminelles ; demandes en révision et réclamations renvoyés au comité de Législation (an II-an III [septembre 1793-septembre 1795]).
F/7/3035. F/7/3037 à 3039. F/7/3040 à 3042.	Dilapidation de forêts. Délits de chasse. Mendicité et vagabondage. 1789-1814. Police des jeux. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1829. Bulletins de la Bourse et des halles de Paris (an IV-an X [septembre 1795-septembre 1802]). Bourse de Paris (an X [septembre 1801-septembre 1802]-1815 et 1851-1854).
F/7/3043 et 3044. F/7/3045 à 3048. F/7/3049. F/7/3050 et 3051. F/7/3052/1 et 3052/2.	Créanciers de rentes viagères sur l'État. 1806-1810. Mouvement des voyageurs. 1807-1820. Relations internationales. Relations extérieures. 1792-1812. Police militaire. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1816. Questions et pétitions présentées à la Convention, aux comités de Salut public et de Législation et portant notamment sur la suppression des droits féodaux (1793-an II [septembre 1793-septembre 1794]). Demandes de radiations de la liste des émigrés (an IX-an X [septembre 1800-septembre 1802]).
F/7/3053 à 3055.	Rapports de police (an IX [septembre 1800-septembre 1801]-1815). Rapports entre les préfets et la gendarmerie (an XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1807). Affaires diverses concernant entre autres l'arrestation des Girondins (1793), le club du Panthéon (an IV [septembre 1795-septembre 1796]), les troubles dans le grand-duché de Berg et en Hollande (1813), la naissance du roi de Rome (1811), les décès à Paris à la suite des événements de juin 1832, les loteries (an VI [septembre 1797-septembre 1798]-1814).

- F/7/3056 à 3058. Affaires particulières, pétitions. Classement alphabétique. 1790-1828.
- F/7/3059 à 3064. Rapports du commissaires général de police à Hambourg (1811-1813) ; du directeur de la police en Hollande (1811-1813). Renseignements sur Hélioland. Lettres interceptées en provenant (1811).
- F/7/3065. Réponses des administrations cantonales à une circulaire du 19 nivôse an IV [09-01-1796] sur l'esprit public.
- F/7/3066 à 3151. Arrondissements de police. Feuilles de travail notamment des arrondissements de police. Feuilles de jonctions, d'exécution. Enregistrement et extraits de correspondance. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1818.
- F/7/3153 à 3264/13. Comptabilité. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1822.
- 3153 à 3167. Ministère de la Police générale. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1814.
- 3168 à 3223. Bureau central du canton de Paris puis Préfecture de Police. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1822.
- 3224 à 3240. Directeur général de la police en Hollande et commissaires généraux de police. Classement alphabétique (Amsterdam à Wesel). An IX [septembre 1800-septembre 1801]-1814.
- 3241 à 3264/12. Police départementale. Ports d'armes et passeports. Classement départemental et documents généraux. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1815.
- 3264/13. Gendarmerie (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1816). Journaux (1806-1812). Indemnités aux commissaires de surveillance des émigrés (an X-an XI [septembre 1801-septembre 1803]). Secours aux colons réfugiés (an XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1814).
- F/7/3265 à 3271. Commissaires de police. 1793-1822.
- 3265 à 3267. États et traitements. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1822.
- 3268 à 3271. Dossiers départementaux. 1793-1813.
- F/7/3272 à 3308. Détenus par mesure de haute police. Prisons d'État.
- 3272 à 3276. Objets généraux. Listes de détenus. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1817.
- 3277 à 3308. Série départementale. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1818. Pour la Seine, dossiers par ordre alphabétique de détenus et dossiers par ordre alphabétique des prisons.
- F/7/3309 à 3313. Prisonniers de guerre français et étrangers. An VII [septembre 1798-septembre 1799]-14.
- F/7/3314 à 3327. Demandes de résidence. Demandes de résidence à Paris. Classement alphabétique. An IV-an XI [septembre 1795-septembre 1803].
- F/7/3328 à 3436. Émigrés. 1791-1830.
- 3328 à 3339. Législation concernant les émigrés. Listes générales d'émigrés, listes de radiations. États de certificats d'amnistie 1791-1815.
- 3340 à 3355. Listes d'émigrés et objets généraux. Classement départemental. 1792-1815.
- 3356 à 3433. Documents classés dans l'ordre alphabétique des personnes concernées. 1789-1830.
- 3434 à 3436. Minutes d'élimination non signées. An IX [septembre 1800-septembre 1801].
- F/7/3437 à 3444. Lettres saisies ou interceptées. 1792-1815.
- F/7/3445 à 3490. Journaux et librairie. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1856.
- 3445 à 3447. Lettres adressées à des rédacteurs de journaux et à des imprimeurs. An II-an V [septembre 1793-septembre 1797].
- 3448 à 3463. Police des journaux de Paris et des départements. Classement chronologique. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1815.
- 3464 à 3479. Extraits de journaux parisiens et étrangers. 1820-1827.
- 3480 à 3487. Police et revue des journaux français et étrangers. 1851-1856.
- 3488 à 3489. Police des livres imprimés. Classement départemental. 1810-1814.
3490. Imprimerie et librairie. Comptabilité. 1808-1815.
- F/7/3491 à 3493. Théâtres. Théâtres de Paris et des départements. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1814.
- F/7/3494 à 3580. Passeports. 1793-1821.
- 3494 à 3502. Arrêtés, circulaires, correspondance (1793-1816). Passeport et permis de séjour délivrés par la Préfecture de Police (an IX [septembre 1800-septembre 1801]-1818). Passeports d'étrangers (1815-1817).
- 3503 à 3535. Passeports et permis de séjour délivrés par le Bureau central du canton de Paris puis par la Préfecture de Police. An VI [septembre 1797-septembre 1798]-1821.
- 3536 à 3563. Passeports délivrés dans les départements. Classement départemental. An VI [septembre 1797-septembre 1798]-1817.
- 3564 à 3580. Demandes de passeports émanant très souvent d'émigrés amnistiés. Classement alphabétique. 1793-1818.

- F/7/3581 à 3615. Conscription. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1815.
3581 à 3583. Objets généraux.
3584 à 3615. Classement départemental (Ain à Zuyderzée).
- F/7/3616 à 3618. Garde nationale. Classement départemental. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1815.
- F/7/3619 à 3642. Mercuriales. Subsistances. Mercuriales, commerce, subsistances. 1791-1813.
3619. Objets généraux.
3620 à 3642. Classement départemental.
- F/7/3643/1 à 3643/21. Mouvement des ports et surveillance des côtes. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1814.
3643/1. Objets généraux.
3643/2 à 3643/21. Classement départemental.
- F/7/3644/1 à 3644/30. Secours aux colons réfugiés. Secours aux colons réfugiés et aux Maltais. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1815.
3644/1 à 3644/4. Objet généraux.
3644/5 à 3644/30. Classement départemental (Allier à Vienne).
- F/7/3645/1 à 3700. Statistique personnelle et morale. 1790-1830.
3645/1 à 3645/4. Fonctionnaires. Classement départemental. 1793-1813.
3646. Objets généraux (1789-1815). rapports de Pelet de la Lozère (1811-1812). Dépêches télégraphiques sur les événements de mai à juillet 1815.
3647 à 3700. Classement départemental. Documents nombreux et intéressants pour la période révolutionnaire principalement. 1790-1830.
- F/7/3701 à 3820. Bulletins de police. An VII [septembre 1798-septembre 1799]-1812.
3701 à 3745. Minutes des bulletins quotidiens. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1812.
3746 à 3800. Copies des minutes destinées aux archives du ministère de la Police⁶
3801 à 3809. Bulletins des deuxième et troisième arrondissement de police. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1812.
3810 à 3817. Bulletins des villes. Classement alphabétiques (villes Anséatiques à Zwolle). An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1812.
3818 à 3820. Bulletins mensuels (an XII [septembre 1803-septembre 1804]-1806). Bulletins relatifs aux insurrections en Belgique et en Hollande (1813-1814). Bulletins décennaires sur la situations des départements (an VII-an VIII [septembre 1798-septembre 1800]). Bulletins hebdomadaires (an XIV [septembre 1805-septembre 1806]-1812). Table des bulletins de police (an X [septembre 1801-septembre 1802]).
- F/7/3821 à 3827. Police de Paris. Police des départements. Rapports de la police de Paris et des départements (messidor-fructidor an II [juin-septembre 1794]). Rapports hebdomadaires des départements (octobre-décembre 1815). Extraits des déclarations des conducteurs de diligence et des courriers des malles (1815-1818).
- F/7/3828 à 3899. Police de Paris An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1853.
3828. Rapports de l'État-major de Paris. An IV-an V [septembre 1795-septembre 1797].
3829 et 3837. Rapports de la Préfecture de Police⁷. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1817.
3838 et 3839. Extraits des rapports des officiers de paix et des commissaires de police de Paris. 1815-1820.
3840 à 3837. Rapports généraux de surveillance du Bureau central du canton de Paris puis de la Préfecture de Police. An IV [septembre 1795-septembre 1796]-1827.
3874 à 3893. Bulletins de Paris⁸. 1819-1846.
3894 à 3899. États journaliers des arrestations à Paris. 1830-1853.
- F/7/3900 à 4215/22. Gendarmerie. Bulletins (mai-juillet 1815). Rapports groupés en deux séries départementales l'une de l'an V à l'an X [septembre 1796-septembre 1802], l'autre de 1817 à 1859.

⁶ D'autres copies destinées à l'Empereur figurent en AF^{IV} 1490 et s., ce sont celles qui ont servi de base à la publication d'Ernest d'Hauterive, *La Police secrète du Premier Empire...* Paris, 1908-1964., 5 vol.

⁷ Beaucoup plus intéressant que les rapports conservés en F⁷ 3845 et s., ils ont été utilisés par Aulard dans ses ouvrages, *Paris sous le Consulat et Paris sous l'Empire*.

⁸ Voir J. Tulard, *La Préfecture de Police sous la Monarchie de Juillet*, Paris, 1964. Les p. 124 à 164 sont consacrées aux bulletins cotés F⁷ 3884 à 3893.

Série dite « Archives »

F/7/4216 à 4385/2.

Série dite « Archives. » 1782-1839.

« Collections bizarre mais précieuse de mémoires, de projets, de rapports réservés par le ministre »⁹, ce groupe pourvu d'un fichier ancien et d'un inventaire moderne très détaillé se compose le plus souvent de très petits dossiers qui ne peuvent pas être décrits ici.

A signaler : séries départementales sur les Jeux (F/7/4262 à 4266), sur les élections de 1816 à 1818 (F/7/4348 à 4352/B), documents sur l'affaire Babeuf (F/7/4276 à 4278), sur le personnel du ministère de la police et de la préfecture de police (F/7/4229 et 4345). Nombreux papiers saisis et lettres interceptées (F/7/4237/A à 4256, 4270 à 4275, 4293, 4294, 4297/A à 4301, 4307, 4312/A et B).

Comité de sûreté générale

F/7/4386 à 4824.

Comité de sûreté générale.

4386 à 4393. Commission des Vingt-quatre. Pièces concernant la famille royale, en particulier sa détention au Temple. Papiers divers. 1746-1817.

4394/1 et 4394/2. Correspondance de différents ministres et de Vincent, secrétaire général du ministre de la Guerre. 1792-an II [septembre 1793-septembre 1794].

4395 à 4402. Comité diplomatique. 1791-1793.

4403 à 4412. Comptabilité du comité. Inventaire de sa caisse et de ses dépôts par la commission créée par décret du 23 vendémiaire an III [14-10-1794]. Inventaire d'objets saisis et d'effets précieux (1792-an V [septembre 1796-septembre 1797]). Correspondance du comité (ans III et IV). Passeports. Faux certificats de résidence envoyés par la municipalité de Lyon (1792-an III [septembre 1794-septembre 1795])

4413/A à 4419. Lettres interceptées, papiers saisis. 1793-an II [septembre 1793-septembre 1794].

4420 à 4422. Belges réfugiés à Paris (1793-an II [septembre 1793-septembre 1794]), comités révolutionnaires de Troyes et de Nantes (1793-an III [septembre 1794-septembre 1795]).

4423 à 4433. Troubles et conspirations. Papiers relatifs aux journées du 10 août et du 9 thermidor. Détenus. Prisonniers d'Orléans massacrés à Versailles. Mandats d'arrêts et mises en liberté. Jugements de la commission militaire créée le 4 prairial an III [23-05-1795]. Extraits des procès-verbaux de la Convention. Papiers concernant la société des Jacobins, etc. 1773-1820.

4434 à 4444. Pièces relatives à des conventionnels. Papiers saisis chez eux. Papiers de la commission des Vingt-un¹⁰ établie par décret du 7 nivôse an III [27-12-1794]. Papiers saisis chez les députés déportés en fructidor an V [septembre 1796-septembre 1797]. 1775-an VI [septembre 1797-septembre 1798].

4445-4550/2. Armée vendéenne. Affaire de Rethel. Affaire du Collier. Papier divers. 1765-an III [septembre 1794-septembre 1795]¹¹.

4551 à 4575. Arrestations, détentions et surtout mises en liberté. Classement départemental. 1792-an IV [septembre 1795-septembre 1796].

4576. Répertoires alphabétiques du comité. Ans III et IV.

4577 à 4775/53. Dossiers individuels classés par ordre alphabétique.

4776 à 4779. Comités et sections de Paris. Procès-verbaux de comités révolutionnaires des sections de Paris. 1793-an IV [septembre 1795-septembre 1796].

4780. Hôtel des Monnaies de Paris. 1791-an II [septembre 1793-septembre 1794].

4781 à 4784. Comités de surveillance établis dans les communes du département de la Seine. Classement alphabétique des communes (Antony à Vitry), 1792-an III [septembre 1794-septembre 1795].

4785 à 4824. Cartes de sûreté délivrées par les comités révolutionnaires des sections de Paris. 1792-an III [septembre 1794-septembre 1795].

⁹ CH. Schmidt, *Une source de l'histoire contemporaine. Le fonds de la police générale aux Archives nationales dans Revue d'histoire moderne et contemporaine*. T. IV, 1902-1903, p. 322.

¹⁰ Un certain nombre de pièces remises à la commission des Vingt-un ont été publiées en annexe au fameux rapport Courtois.

¹¹ Les cotes F⁷ 4445-4550² correspondent à 2 cartons F⁷ 4445-4550¹ et F⁷ 4445-4550²

Émigrés

- F/7/4825/A à 6138/10. Émigrés. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1817.
4825/A et B. Liste générale des émigrés. An II [septembre 1793-septembre 1794].
4826 à 5789/2. Demandes de radiation, arrêtés de radiation et de maintenue (classement départemental et pour chaque département dossiers classés dans l'ordre alphabétique). An II-an VII [septembre 1793-septembre 1799].
5790 à 5795. Éliminations et radiations. An II-an XI [septembre 1793-septembre 1803].
5796 à 5807. Émigrés amnistiés. Levée de surveillance sur les amnistiés. An X [septembre 1801-septembre 1802]-1812.
5808 à 5816. Lettres de transmission de certificats d'amnistie et accusés de réception. An X [septembre 1801-septembre 1802]-1815.
5817 à 6125. Certificats d'amnistie et de maintenue. Classement alphabétique. An II [septembre 1793-septembre 1794]-1815.
6126. Amnistie aux conscrits et militaires déserteurs à l'occasion de mariage de l'Empereur, 1810.
6127 à 6138/7. Français, Belges et Piémontais au service des puissances étrangères (an X [septembre 1801-septembre 1802]-1813). Levée de séquestre sur les biens possédés en France par des étrangers (an X [septembre 1801-septembre 1802]-1815).
6138/8 à 6138/10. Émigration en Russie et en Amérique de familles de départements lorrains et alsaciens. 1817.

Série dite « Affaires politiques »

F/7/6139 à 6997.

Série dite « Affaires politiques ».

Le groupe F/7/6139 à 6997, classé sous la rubrique « Affaires politiques », est extrêmement riche pour la période an V [septembre 1796-septembre 1797]-1830. Des fichiers anciens cotés F/7/2114* à 2200/32* permettent de retrouver les milliers de dossiers constitués au ministère de la Police. Ne sont indiquées ici que les affaires les plus célèbres ou les suites d'articles consacrées au même sujet.

6139 à 6444. Série « B.P. » (Bureau particulier). Dossiers 1 à 10.000.

Thermidor an V-vendémiaire an XIV [juillet 1797-octobre 1805].

6144 à 6146. Affaire Pichegru. 1804.

6200 et 6228 à 6236. Chouannerie. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1806.

6271 à 6276. Attentat du 3 nivôse an XI [24-12-1802], rue Saint-Nicaise.

6342 à 6353. Rapports des commissaires généraux et principaux de police. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1814.

6391 à 6405. Affaire de Georges Cadoudal. 1804.

6417 à 6418. Affaire du duc d'Enghien. An XII [septembre 1803-septembre 1804].

6465 à 6605. « Série 2 ». Dossiers 1 à 4409. An XIV [septembre 1805-septembre 1806]-1814.

6499 à 6501. Affaire du général Malet. 1812.

6513 à 6519. Affaire d'Espagne. Prisonniers de guerre espagnols. 1808-1813.

6529 à 6536. Prêtres romains. 1809-1813.

6606. « Série 3 ». Dossiers 1 à 128. 8 avril-3 juin 1814.

6607 à 6612. Série « B.P. (Bureau particulier 2e section) ». Classement départemental. An V [septembre 1796-septembre 1797]-vendémiaire an XIV [septembre-octobre 1805].

6613 à 6622. Résidus de la « série S », de la série « B.P. » et de la « série 2 ». An VI [septembre 1797-septembre 1798]-1814.

6623 à 6624. « Division Morin ». Juillet 1814-17 mars 1815.

6625 à 6629. « Division Desmarests ». Mars à juin 1815.

6630 à 6635. Notes de police : arrestations et perquisitions. 1815-1817.

6636 à 6677. « Classement Duplay ». Conspirations diverses dont celle du 18 août 1820. Étrangers : Napolitains, Espagnols et Italiens. Dossiers sur la famille Bonaparte. 1814-1830.

6678 à 6784. Série « P.P. » (Police politique). Objets généraux. 1815¹²-1838.

6678 à 6683. Exilés et condamnés en vertu de l'ordonnance du 24 juillet 1815 (dossiers classés dans l'ordre alphabétique). 1794-1838.

6684 à 6689. Sociétés secrètes. 1815-1829.

¹² Dans un certain nombre de dossiers figurent des pièces antérieures à 1815. Mais les dossiers ne sont pas constitués au ministère avant cette date de 1815.

- 6690 et 6691. Grains et subsistances. 1827-1830.
6692 et 6693. Troubles dans les théâtres et désordres causés par les étudiants. 1817-1830.
6694 à 6701. Associations, loges maçonniques (classement départemental). 1816-1834.
6702 et 6703. Surveillance des militaires (classement départemental). 1816-1834.
6704 à 6706. Écrits et objets séditieux (classement départemental). 1814-1830.
6707 à 6715. Conventionnels régicides. Objets généraux et dossiers classés alphabétiquement. 1815-1830.
6716 et 6717. Déclarations de navigation. 1815-1828.
6718 à 6720. Députés. 1816-1830.
6721 à 6752. Complots divers : affaires Leguevel et Legal, affaire de Belfort (an IX [septembre 1800-septembre 1801]-1827). Affaire Louvel (1820). Sacre de Charles X (1825). Élections et esprit public. Journaux (1819-1830). Grecs et Philhellènes. Portugais et Brésiliens. Italiens et Piémontais faits prisonniers de guerre en Espagne (1816-1830). Gardes du corps (1818-1827). Colporteurs (1816-1830). Courriers de commerce (1819-1828). Officiers en disponibilité (1817-1832). Écrits anonymes et pseudonymes (1815-1830). Voyageurs signalés (1819-1825).
6753 à 6757. Fonds de la police secrète. Classement départemental et comptes de 1824 et 1825. 1815-1830.
6758 à 6766. Polonais (1810-1828). Voyages de la famille royale (1816-1830). Voyages aux eaux dans les pays étrangers (1823-1829). Jeux de Paris (1812-1838).
6757 à 6772. Situation politique des départements. Rapports des préfets. Classement départemental. 1815-1830. (Pour la plupart des départements, rien avant 1822).
6773 à 6775. Condamnés amnistiés (Classement alphabétique). 1815-1831.
6776. Associations contre le paiement de l'impôt. Manifestations contre la perception des contributions indirectes. 1829-1830.
6777 à 6784. Situation politique des départements. Rapports de gendarmerie (classement par légions de gendarmerie et par départements). 1822-1839.
6785 à 6787. Cotes vacantes.
6788 à 6997. Série « P.P. » (Police politique). Affaires particulières. Dossiers 1 à 14311. 1815-1830.
- F/7/6998 à 7009. Prisons d'État. Prisons d'État. Objets généraux et dossiers classés alphabétiquement (Bellegarde à Saumur). An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1814.
- F/7/7010 à 7013. Détenus par mesure de haute police. Dossiers individuels et répertoire alphabétique. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1813.

Correspondances de police (1810-1815)

- F/7/7014-7018. Commissaires de police. Directeurs et commissaires généraux de police. 1810-1813.
- F/7/7019 à 7030. Missions extraordinaires dans les divisions militaires (1813-1814). Missions données par le roi (1814-1815).
- F/7/7031 à 7068. Invasion de 1814. Rapports sur les dévastations commises. Classement départemental¹³.
- F/7/7069 à 7089. Journaux et librairie. Extraits de journaux français et étrangers. Rapports sur les journaux¹⁴. 1821-1830.

Série dite « Affaires diverses »

- F/7/7090 à 8007. Série dite « Affaires diverses ». An IV-an XI [septembre 1795-septembre 1803].

¹³ La cote 7032-7068 correspond à un seul carton.

¹⁴ La cote 7086-7089 correspond à un seul carton.

Chaque liasse est en général composée de nombreux dossiers, parfois plusieurs dizaines. Peu d'affaires occupent un ou plusieurs cartons. Parmi les plus importantes : situation des départements en l'an IV [septembre 1795-septembre 1796], dossier sur Frotté et la chouannerie, procès du général Anselme (an IV [septembre 1795-septembre 1796]), affaire Babeuf (an V [septembre 1796-septembre 1797]), affaire des chauffeurs de la Lys (an V [septembre 1796-septembre 1797]), troubles à Béziers, Avignon, Montauban, dans l'Ariège, la Haute-Garonne et en Belgique (an V-an VII [septembre 1796-septembre 1799]), administration des départements de Seine-et-Oise, du Tarn et de la Haute-Garonne (an VI [septembre 1797-septembre 1798]), brigandage dans l'Ouest (an VIII [septembre 1799-septembre 1800]), votes pour le consulat à vie (an X [septembre 1801-septembre 1802]).

7090 à 7129. Série B. Dossiers n^{os} 1 à 10.000.17 nivôse [07-01-1796]-28 germinal an IV [17-04-1796].

7130 à 7185. Série B². Dossiers n^{os} 1 à 10.000.28 germinal [17-04-1796]-28 fructidor an IV [14-09-1796].

7186 à 7266. Série B³. Dossiers n^{os} 1 à 10.000.26 fructidor an IV [12-09-1796] 13 messidor an V [01-07-1797].

7267 à 7359. Série B⁴. Dossiers n^{os} 1 à 10.000.13 messidor an V [01-07-1797]. 2 nivôse an VI [22-12-1797].

7360 à 7473. Série B⁵. Dossiers n^{os} 1 à 10.000.2 nivôse [22-12-1797]-6 thermidor an VI [24-07-1798].

7474 à 7513. Série B⁶. Dossiers n^{os} 1 à 10.000. 1er thermidor an VI [19-07-1798]-19 frimaire an VII [09-12-1798].

7514 à 7674. Série R¹. Dossiers n^{os} 1 à 4047. 21 frimaire an VII [11-12-1798]-an X [septembre 1801-septembre 1802].

7675 à 7684. Cotes vacantes.

7685 à 7783. Série S². Dossiers n^{os} 1 à 10.000. Brumaire an VIII-pluviôse an IX [septembre 1799-janvier 1801].

7784 à 7868. Série S³. Dossiers n^{os} 1 à 10.000. Pluviôse-prairial an IX [février-juin 1801].

7869 à 7945. Série S⁴. Dossiers n^{os} 1 à 10.000. Prairial an IX-germinal an X [juin 1801-avril 1802].

7946 à 7988. Série S⁵. Dossiers n^{os} 1 à 10.000. Pluviôse-thermidor an X [janvier-août 1802].

7989 à 8007. Série S⁶. Dossiers n^{os} 1 à 7277. Thermidor an X-frimaire an XI [juillet-décembre 1802].

Arrondissements de police

F/7/8008 à 8969.

Arrondissements de police. An XI [septembre 1802-septembre 1803]-1814.

8008 à 8396. Premier arrondissement. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1814.

8008 à 8030. Marchandises importées en fraude notamment en Belgique. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1813.

8031 à 8043. Ports d'armes. Classement départemental. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1813.

8044 à 8057/2. Mouvement des ports, séquestre des cargaisons, lettres saisies à bord, rapports des commissaires des différentes villes maritimes. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1814.

8058 à 8071. Affaires religieuses. Classement départemental. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1813.

8072 à 8344. Dossiers classés dans l'ordre numérique des cotes anciennes et répartis en trois séries¹⁵ R¹, R² et R³.

8345 à 8396. Objets généraux des trois séries R¹, R² et R³ : pêches, journaux, prisons et dépôts de mendicité, révoltes, situation des prisons, fraude et smogglage, levée de surveillance des émigrés, conscription, statistique personnelle, séminaristes, prisonniers espagnols, français au service étranger, organisation de la police en Hollande, situation des départements.

8397 à 8790. Deuxième arrondissement. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1814.

8397 à 8504. Série P¹⁶. Dossiers n^{os} 1 à 11.874. Classement départemental.

8505 à 8630. Série P². Dossiers n^{os} 1 à 10.000. Classement départemental.

¹⁵ La cote R des dossiers du premier arrondissement correspond à l'initiale de Réal, conseiller d'État, chargé de cet arrondissement.

¹⁶ Les cotes P et M du deuxième arrondissement correspondent aux initiales de Pelet de la Lozère, et Miot, qui furent chargés du deuxième arrondissement.

8631 à 8703. Série P³. Dossiers n^{os} 1 à 15.082. Classement numérique.

8704 à 8724. Séries G et M². Dossiers n^{os} 1 à 9.590. Classement numérique. An XII [septembre 1803-septembre 1804]-1806.

8724. Conscription.

8725 à 8790. Objets généraux des séries P, P² et P³. Bohémiens, conscription, maladie de Malaga, port d'armes, brigandage dans le Marengo, la Stura et le Var, octrois, surveillance spéciale, théâtres viagers, prisonniers de guerre, otages espagnols et prisonniers civils, garde nationale, journaux, passeports, dépôts de mendicité, complot d'Ajaccio, mandements des évêques, contrebande, associations, surveillance par jugements, naturalisations, affaire d'Anduze, prisons et maisons centrales.

8791 à 8969. Troisième arrondissement.

8791 à 8938. Série départementale.

8939 à 8942. Brigandage. 1811-1814.

8943 à 8969. Objets généraux : suppression des couvents en Toscane, subsistances, statistique personnelle, conscription, comptabilité, bulletin politique, jeux, théâtres, port d'armes, garde nationale, dépôts de mendicité, surveillance, prisons, condamnés, détenus de haute police, armes et poudres, mouvement des ports.

Série dite « Affaires administratives »

F/7/8970 à 9823.

Série dite « Affaires administratives ».

Les papiers dits d'« Affaires administratives », F/7/8970 à 9823, concernent la Restauration (1815-1830), mais en fait ne sont guère intéressants de retrouver les dossiers dans les différentes séries départementales et numériques.

8970 à 9261. Dossiers classés dans l'ordre des départements. 1814-1819.

9302 à 9584. Séries A et A².

9302 à 9339. Objets généraux des séries A et A². Fausse monnaie, femmes publiques, eaux minérales, extraditions, maisons centrales de détention, naturalisations, incendies, coutumances, police du roulage, surveillance des étrangers, émigrations vers l'Amérique, grâces, délits forestiers, etc. An IX [septembre 1800-septembre 1801]-1846.

9340 à 9441. Série A. 1819-1823.

9442 à 9584. Série A². 1824-1830.

F/7/9585 à 9626. Mouvements des poudres, importation et exportation d'armes. 1825-1848.

F/7/9627 à 9712. Situation des départements. Classement départemental. 1815-1830.

F/7/9713 à 9730. Suicides et morts accidentelles. 1815-1838.

F/7/9731 à 9736/4. Choléra en 1832 et en 1852-1854.

F/7/9737 à 9746. Incendies accidentels. 1815-1830.

F/7/9747 à 9823. Objets généraux. 1814-1830.

9747 à 9806. Classement par matières : commissaires de police, commissaires généraux et spéciaux, circulaires aux évêques, cultes, police militaire, Espagnols réfugiés, armes, gendarmerie, police des ouvriers, jeux, police des routes, sépultures.

9807 à 9823. Classement numérique.

F/7/9824 à 9874.

Commissaires de police. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1847.

9824 à 9834. Commissaires des départements détachés de la France. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1813.

9835 à 9840. États trimestriels. 1806-1827.

9841 à 9874. Dossiers classés dans l'ordre des départements. An XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1847.

Série dite « Affaires administratives »

F/7/9875 à 9925.

Série dite « Affaires administratives ». Dossiers complétant les objets généraux des affaires administratives : recrutement de la garde royale (1815), individus surveillés en exécution de la loi du 29 octobre 1815, individus placés sous la surveillance de la haute police (1817), subsistances (1816), services anniversaires de la mort de Louis XVI, de Marie-Antoinette et du duc de Berry, fêtes du roi (1814-1828), circulation des étrangers, passeports retirés à des jeunes gens appartenant aux classes

de recrutement (1823-1827), armée d'occupation (1815-1825), mouvement des prisons (1814-1818).

- F/7/9926 à 10370. Détenus des maisons centrales (1840-1847). Individus en surveillance (1819-1832). Individus condamnés (1807-1858). Condamnés décédés (1822-1856). Condamnés libérés en surveillance dans les départements (1827-1846). États de libération des bagnes et maisons centrales (1810-1855). Forçats (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1845). Jugements militaires (1842-1859). Déserteurs de la légion étrangère (1831-1833). Lettres de grâce et de commutation de peines (1814-1842).
- F/7/10371 à 10760. *Cotes vacantes.*
- F/7/10761 à 10867. Demandes de résidence. An IV-an XI [septembre 1795-septembre 1803].
- F/7/10868 à 11980. Passeports. An XI [septembre 1802-septembre 1803]-1843.
10868 à 11228. Passeports de et pour l'étranger. An XI [septembre 1802-septembre 1803]-1827.
11229 à 11884 *Cotes vacantes.*
11885 à 11921. Passeports d'indigents. 1826-1833.
11922 à 11924. *Cotes vacantes.*
11925 à 11980. Passeports. Mouvements des voyageurs. Certificats d'origine des étrangers. 1814-1843.
- F/7/11981 à 12119. Série dite « Affaires d'Espagne ». (1822-1830). Réfugiés espagnols (1831-1835) et portugais (1831-1833).
- F/7/12120. *Cote vacante.*
- F/7/12121 à 12159. Mouvements des voyageurs se rendant notamment aux eaux minérales. Permis de poste. 1816-1852.
- F/7/12160 à 12179/C. Ordonnances de police (1808-1847). Impôt sur le sel (1852). Papiers du 4^e arrondissement de police (Lyon) (1852-1853.) Papiers provenant de Lingay, ancien secrétaire du Conseil des ministres (1815-1832). Papiers de Francesco Sassi Della Tosa, agent secret de l'ex reine d'Étrurie, banquier à Florence (1800-1811 ?). Affaire de la duchesse de Berry (1831). Feuilles de signature du ministre de la Police et du conseiller d'État chargé du 2^e arrondissement (thermidor an XII [septembre 1803-septembre 1804]-janvier 1806). Recours en grâce adressés au Prince Président (1852). Surveillance légale (1848-1852). Importation d'armes (1849-1851).
- F/7/12180/A à 12185/B. Bulletins de Paris.
Bulletins de Paris (4 juillet-31 décembre 1832) ; rapports généraux au ministre de l'Intérieur (1846-1852).
- F/7/12186 à 12234. Passeports. 1828-1852.
- F/7/12235 à 12245. Loteries (1846-1855). Sociétés et cercles (1840-1852). Individus en surveillance (1830-1850). Jugement militaires et civils (1845). Affaires diverses (1815-1872).

Administration de la police

- F/7/12246 à 12275. Comptabilité. Comptabilité du ministère de la Police (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1838 et 1852-1853). Pièces diverses concernant notamment les commissaires de police (1818-1874).
- F/7/12276 à 12277. Police de Paris. Comptabilité des opérations des officiers de paix. 1819.
- F/7/12278. Pensions de retraite et secours. 1814-1828.
- F/7/12279 à 12287. Commissaires de police. Directeurs, commissaires généraux, lieutenants et commissaires spéciaux de police. Comptabilité. Dossiers personnels (1810-1818). Commissaires chargés temporairement de la surveillance de la frontière d'Espagne (1834-1840).
- F/7/12288 à 12293. Comptabilité. Comptabilité des dépôts des saisies douanières, des dépenses d'entretien des prisonniers d'État, etc. (1800-1815). Police des journaux. Pensions et secours sur le fonds des journaux (1800-1815). Affaires diverses (fin xviii^e s.-1830).
- F/7/12294 à 12297. Ferme et produit des jeux. An VII [septembre 1798-septembre 1799]-1820.
- F/7/12298 à 12305. Comptabilité des fonds secrets. An VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1846.
- F/7/12306 à 12309. Secours aux colons réfugiés. Secours aux colons réfugiés (1812-1828). Pièces

- diverses de comptabilité (an XII [septembre 1803-septembre 1804]-1825). Nomination de Lemoine Montigny à la direction du Gymnase dramatique (1844-1852). Transfert de prêtres français à Milan (an XI-an XII [septembre 1802-septembre 1804]). Liste de suspects bonapartistes postérieure à 1870.
- F/7/12310 à 12328. Police des Cultes. Congrégations religieuses non autorisées depuis l'application des décrets de 1880 jusqu'à la loi du 1er juillet 1901. Documents généraux et dossiers départementaux.
- F/7/12329. Bulletins de Paris. 1830-1847.
- F/7/12330 à 12356. Passeports. 1832-1852.
- F/7/12537 à 12386. Sociétés et associations.
12357 à 12376/B. Classement départemental. 1870-1914.
12377 à 12386. Dossiers généraux : sociétés militaires, antialcooliques, sportives, de secours mutuels, compagnonniques. Associations de pères de familles. 1870-1912.
- F/7/12387 à 12411. Police des cultes. Culte catholique essentiellement : construction de l'église du Sacré-cœur de Montmartre (1897). Notice sur les archevêques et évêques (1886-1897). Manifestations extérieures (an XII [septembre 1803-septembre 1804]-1912). Préparation et exécution de la loi sur les congrégations et des lois de séparation (1897-1909). Associations culturelles (1906-1907).
- F/7/12412 à 12427. Sûreté générale. Enregistrement de la correspondance de la sûreté générale. 1871-1886.

Surveillance des partis et mouvements

- F/7/12428 à 12521. Bonapartistes, royalistes, boulangistes, nationalistes, antisémites, cléricaux, socialistes, anarchistes, antitsaristes (1871-1915). Ligue des patriotes (1882-1907). Procès de Déroulède devant la Haute Cour (1899). Affaire Dreyfus. Procès Zola. Affaire Dautriche (1895-1906). Ligue des Droits de l'Homme (1898-1908).
- F/7/12522 à 12525. Congrès divers. 1878-1914.
- F/7/12526 à 12534. Troubles à Montceau-les-Mines (1882-1883). Événements de Fourmies (1891). Célébration du 1^{er} mai (1898-1911).
- F/7/12535 à 12538. Retraites ouvrières (1901-1910). Associations de fonctionnaires (1842-1913).
- F/7/12539 à 12548. Élections. Élections présidentielles (1887-1913), législatives (1902-1906), municipales (1904). Élections aux Conseils généraux (1904).
- F/7/12549 à 12551. Affaires Wilson, Humbert, Steinheil, Duez (1887-1910).
- F/7/12552 à 12565. Menaces au gouvernement (1893-1904). Rapports quotidiens de la Préfecture de police (1904-1913). Notes de police (1899-1909).
- F/7/12566 à 12580. Relations internationales. Relations avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Suisse. 1870-1899.
- F/7/12581 à 12625. Police des étrangers. (1886-1918). Naturalisations, réintégrations, admissions à domicile (1900-1906).
- F/7/12626 à 12640. Comptabilité. Comptabilité des commissaires spéciaux. 1894-1913.
- F/7/12641 à 12646. Espionnage. Sécurité publique. 1887-1917.
- F/7/12647 à 12653. Affaires diverses : Effectif des agents de police des villes de France (1889). Incendies, inondations, accidents de chemin de fer (1907-1910). Personnel et matériel aérostatique de France (1888). Ressources colombophiles du département du Nord (1901-1902). Publications obscènes, traite des blanches (1909-1910). Bureaux de placement. Agences lyriques et dramatiques (1903-1912).
- F/7/12654 à 12688. Correspondance, rapports, dépêches expédiées et reçues essentiellement par le ministre de l'Intérieur notamment en décembre 1851, en 1870-1871 et au moment du 16 mai 1877, 1851-1878.
- F/7/12689 à 12695. Réfugiés carlistes (1869-1888). Déportés et transportés (1871-1884).
- F/7/12696 à 12709. Armes de guerre (1871-1892). Surveillance légale (1870-1885). Loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes et loi Bérenger du 14 août 1885 (1885-1889). Papiers des Tuileries (1872-1874). Listes des « familiers » du ministère de l'Intérieur (1852-1870). Enquête sur les Allemands dans les prisons (1891). Affaires diverses (1858-1894).
- F/7/12710 à 12713. Événements de 1848 et 1851.

- F/7/12713/bis. Insurgés de la Commune de 1871. Dossiers d'amnisties (G à V).
F/7/12714. Liste (antérieure à 1914) des groupes parlementaires à la Chambre. Communications à faire au président de la commission du Budget (1905-1906).
- F/7/12715 à 12725. Surveillance des partis et mouvements. Loi sur les associations (1901-1902). Loi de séparation, résistance aux inventaires (1905-1906). Agitations cléricales, révolutionnaires, anarchistes, nationalistes. Affaires Dreyfus, Tambourini, Volpert, etc. Maintien de l'ordre. Attentats en France et en Espagne. Menaces, injures contre le gouvernement et les autorités établies (1883-1914).
- F/7/12726 et 12727. Relations internationales. Allemagne (1905-1911). Suisse (1872-1915).
F/7/12728 à 12733. Police monégasque. Congrès de police judiciaire à Monaco (1900-1914). Régime des passeports pendant la guerre (1917). Attentats (1915-1918). Surveillance des étrangers (1914-1918). Exhumation et transport des cercueils (1915-1917). Annulation d'arrêtés préfectoraux (1918).

Questions économiques et sociales

- F/7/12734 à 12763. Départements : situation politique et économique [Pas-de-Calais à Vosges] (1901-1910). Rapports mensuels des préfets et des commissaires spéciaux [Ain à Yonne] (1924-1930).
- F/7/12764 à 12768. Enquêtes économiques et sociales. Dossiers sur les différentes branches de l'activité économique ; industries minières, textiles, etc. 1900-1910.
- F/7/12769 à 12772. Mineurs. Congrès, syndicats, retraites et secours. 1891-1909.
- F/7/12773 à 12793. Surveillance des partis et mouvements. Grèves. Généralités. Dossiers classés par départements et par corps de métiers (1849-1914). Syndicats jaunes (1901-1909).
- F/7/12794. Crise viticole. 1907-1908.
F/7/12795. Fabrication de fausse monnaie française en Espagne. 1897-1907.
F/7/12796 à 12809. Dynamite. Surveillance de la fabrication et des dépôts 1871-1915.
F/7/12810 à 12815. Armes. Fabrication et vente (1907-1917). Sociétés de préparation militaire (1909-1913).
- F/7/12816. Imprimés divers. 1900-1910.
F/7/12817 à 12820. Présidence du Conseil : bulletins de presse et d'information. 1936-1937.
F/7/12821 et 12822. Élections. Élections des présidents Poincaré, Deschanel, Millerand et Doumergue (1912-1924). Assemblée nationale réunie pour la fondation d'une caisse d'amortissement (août 1926). Élections législatives (1913-1914).
- F/7/12823 à 12827. Voyages de souverains en France (1905-1912). Voyages présidentiels (1902-1912).
F/7/12828 à 12829. Fonds secrets (1884-1912). Chiffre secret (1873-1910).
F/7/12830 à 12837. Explosifs. 1815-1915.
F/7/12838 à 12839. Législation concernant les étrangers en France et en Europe (1885-1902). Pièces concernant le publiciste italien Gonzague Cianelli (1911).
- F/7/12840 et 12841. Corps des gardes civils et gardes communales. 1912-1915.
F/7/12842 à 12847. Dossiers de sociétés et de journaux (1895-1926). Dossiers sur certains personnages (1910-1922). Instructions aux membres de la sûreté générale sur divers sujets (1908-1922).
- F/7/12848. Catastrophe de Montceau-les-Mines. 1895.

Surveillance des partis et mouvements

- F/7/12849 à 12851. Corse : banditisme (1872-1917) ; séparatisme (1922-1924).
F/7/12852 à 12869. Royalistes et bonapartistes. 1832-1929.
F/7/12870 à 12877. Ligue des Patriotes. 1898-1925.
F/7/12878. Action libérale. 1902-1912.
F/7/12879 à 12881. Catholicisme. Ordres religieux (Dames et l'Assomption ; Chartreux, Capucins). Attitude de l'Église pendant la guerre (1914-1918). Relations avec le Vatican. Processions, fêtes en l'honneur de Jeanne d'Arc, etc. 1875-1925.

F/7/12882 et 12883.	Antisémitisme. 1897-1905.
F/7/12884.	Ligue des Droits de l'Homme. 1923-1924.
F/7/12885 à 12893.	Parti socialiste. C.G.T. (1894-1923). Parti communiste (1921).
F/7/12894 à 12896.	Révolutionnaires russes. 1907-1918.
F/7/12897 à 12902.	Parti communiste en France et à l'étranger. 1909-1929.
F/7/12903.	Procédure à suivre devant le Sénat constitué en Cour de Justice. 1889-1904.
F/7/12904 à 12907.	Anarchistes en France et à l'étranger. 1892-1923.
F/7/12908 à 12911.	Antimilitaristes. 1905-1917.
F/7/12912 à 12920.	Grèves (1884-1925). Émeutes du Midi provoquées par la crise viticole (1907).
F/7/12921 à 12929.	Affaire Dreyfus (1898-1906). Affaire de Panama (1893). Affaire Humbert-Daurignac. (1901-1903). Affaires diverses (1899-1910). Saisie de dessins, chansons, gravures boulangistes, bonapartistes et royalistes (1888-1889).
F/7/12930 à 12943.	Relations internationales. Affaires internationales. Guerre de 1914-1918. 1880-1925.
F/7/12944 et 12945.	Comité de sûreté générale. Émigrés. Mélanges : comité de Sûreté générale, émigrés, ministère Clemenceau, transfert des cendres de Zola au Panthéon, etc. 1793-1923.
F/7/12946 et 12947.	<i>Cotes vacantes.</i>
F/7/12948 à 112950.	Cabinet du ministère de l'Intérieur. Secrétaire général du ministère de l'Intérieur. 1908-1938.

Situation politique, économique et sociale

F/7/12951 à 13042.	Rapports et notes d'information sur la situation politique, économique et sociale. 1908-1938. 12951 à 12961. « Notes Jean ». Notes confidentielles dites « notes Jean » concernant l'activité des partis et des hommes politiques, la situation financière et la politique extérieure. Classement chronologique. 1918-1936. 12962 à 12966. Notes journalières de la Préfecture de Police concernant les réunions et manifestations. 1930-1938. 12967 à 12969. Synthèses mensuelles sur la situation politique. 1920-1934. 12970 à 13023. Rapports des préfets, commissaires spéciaux et commissaires de police sur l'esprit public et la situation politique, économique et sociale. Classement départemental 1908-1938 ¹⁷ . 13024 à 13029. Rapports hebdomadaires des préfets. Classement départemental. Mars-décembre 1934. 13030 à 13042. Rapports mensuels des préfets et des commissaires spéciaux. Classement départemental. 1919-1924 et 1931-1936.
--------------------	---

Organisation de la police

F/7/13043 à 13047.	Organisation de la police. 1906-1936.
F/7/13048 à 13052.	Frais de secteur : rémunération d'agents secrets de renseignements. 1924-1935.

Surveillance des partis et mouvements

F/7/13053 à 13252.	Surveillance des partis et mouvements. 1894-1936. 13053 à 13068. Anarchistes français. Anarchistes communistes et syndicalistes révolutionnaires (1897-1932). Campagne en faveur de Sacco et Vanzetti (1926-1928). Anarchistes étrangers, et spécialement espagnols (1908-1920). 13069 à 13085. Socialistes. Congrès et conférences. Activité des différentes organisations puis du parti unifié à partir de 1905. 1894-1932. 13086 à 13089. Ligue des Droits de l'Homme. 1916-1932. 13090 à 13190. Parti communiste. Doctrine. Congrès. Activité dans les différents
--------------------	---

¹⁷ Pas de documents antérieurs à 1915 sinon pour les Alpes-Maritimes,

départements. Sociétés sportives. Fêtes champêtres. Propagande antimilitariste. Mutins de la Mer Noire. Propagande en Algérie, dans les colonies et les territoires sous mandat. Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.). Jeunesses communistes. 1918-1936.

13191 à 13193. Parti radical-socialiste. 1922-1930.

13194 à 13207. Action française. Activité dans les différents départements (1907-1932). Manifestations et incidents divers (1923-1936). Presse, affiches, tracts (1921-1932). Excommunication (1926-1927). Dossier sur le duc de Montpensier, prétendant au trône d'Albanie (1894-1924).

13208 à 13212. Mouvement fasciste français. La Légion. Le Faisceau. 1925-1928.

13213 à 13228. Mouvement catholique. Notes sur les congrégations (1927). Sociétés sportives et patronages catholiques (1907-1927). Ligue patriotique des Françaises (1902-1927). Fédération nationale catholique [F.N.C.] (1924-1932). Ligue des droits des religieux anciens combattants [D.R.A.C.] (1924-1927).

13229 à 13244. Groupes et partis divers : ligue de la Patrie française (1899-1911). Ligue des Patriotes (1924-1927). Jeunesses patriotes (1925-1932). Ligue républicaine nationale (1926-1935). La Solidarité française (1933-1935). Le Redressement français (1926-1929). Associations d'anciens combattants, de mutilés et de victimes de la Guerre (1918-1926). Mouvement autonomiste breton (1921-1935). Parti agraire et paysan. Croix de feu. Francistes. Réactionnaires divers (1912-1933).

13245 à 13252. Fascisme et antifascisme. 1924-1933.

Élections

F/7/13253 à 13266.

Élections. 1902-1934.

13253. Circonscriptions électorales (1902). Élections sénatoriales. (1917 et 1932).

13254 à 13263. Élections législatives. 1924-1934.

13263 à 13265. Élections municipales et cantonales essentiellement dans la Seine. 1926-1934.

13266. Assemblée nationale de Versailles (1926). Propagande en faveur du vote des femmes (1908-1928).

Manifestations

F/7/13267 à 13322.

Manifestations. 1906-1936.

13267 à 13295. Journées du 1er mai. 1906-1935.

13296 à 13304. Journées des 1er août 1929, 1930, 1931 et 1932.

13305 à 13322. Manifestations diverses parmi lesquelles la journée du 6 février 1934. 1909-1936.

Antimilitarisme

F/7/13323 à 13352.

Antimilitarisme. 1892-1935.

13323 à 13327. Associations antimilitaristes : rapports de surveillance. 1892-1913.

13327 à 13329. Agitation socialiste contre la guerre. 1912.

13330 à 13332. Affaires diverses. 1912-1914.

13333 à 13334. Le sou du soldat. 1900-1914.

13335 à 13345. Agitation contre la loi des 3 ans. 1913-1914.

13345 à 13348. Agitation dans l'armée. 1912-1914.

13349 à 13352. Antimilitarisme pendant et après la guerre. 1915-1935.

Première Guerre mondiale

F/7/13353 à 13376.

Guerre de 1914-1918.

13353. Autorisations de sortie pour les automobiles. 1914.

13354. Situation générale du département de la Seine. 1915.

13355. Relations internationales. 1917-1918.

13356 à 13369. Usines de guerre. 1914-1919.

13370 à 13376. Propagande pacifiste. 1914-1920.

Alsace - Lorraine

- F/7/13377 à 13404. Alsace Lorraine. 1918-1933.
13377. Organisation des services de Police à Metz. 1918.
13378 à 13394. Situation politique en Alsace – Lorraine : rapports généraux (classement chronologique). 1920-1930.
13395 à 13402. Mouvement autonomiste. 1925-1933.
13403. Syndicats de cheminots. 1920-1929.
13404. Elections. 1929.

Colonies et territoires sous mandat

- F/7/13405 à 13415. Territoires d'outre-mer et sous mandat. 1911-1934.
13405 à 13410. Indochine. 1911-1934.
13411 à 13412. Autres territoires : Syrie, Tunisie, Algérie. 1918-1929.
13413 à 13415. Campagne du Maroc. 1925-1926.

Relations internationales

- F/7/13416 à 13423. Relations internationales. 1916-1945.
13416 à 13420. Société des Nations. Bureau international du Travail. 1916-1933.
13421 à 13423. Pacte Briand-Kellog (1928). Conférences diverses de la Haye, de Londres, du désarmement notamment (1929-1933). Mouvements politiques divers en Europe continentale (1934-1945).
- F/7/13424 à 13519. Pays étrangers. Documents sur leur situation politique, économique et sociale. Surveillance de leurs ressortissants résidant en France. Premier tiers du XX^e s.
13424 à 13434. Allemagne. 1915-1936.
13435. Amérique latine. 1914-1933.
13436. Arménie (1918-1933). Autriche (1926-1929).
13437. Belgique (1925-1927). Bulgarie (1925-1929).
13438. Chine. 1914-1927.
13439. Égypte. 1909-1924.
13440 à 13448. Espagne. 1919-1933.
13449. Esthonie (1920-1931). États-Unis (1926-1932).
13450 et 13451. Grande-Bretagne. Irlande. Empire britannique. 1912-1934.
13452. Grèce (1918-1924). Hongrie (1921-1932).
13453 à 13466. Italie. 1920-1934.
13467 à 13468. Lettonie (1919-1928). Lituanie (1920-1927). Luxembourg (1919-1928).
Norvège (1920-1927). Moyen-Orient (1912-1925). Pays-Bas (1920-1929).
13469 à 13470. Pologne. 1925-1929.
13471 à 13472. Portugal (1924-1925). Roumanie (1913-1929). Sarre (1926-1935).
13473. Suède. 1908-1931.
13474 à 13485. Suisse. 1906-1932.
13486. Tchécoslovaquie (1920-1926). Turquie (1918-1925).
13487 à 13505. U.R.S.S. 1914-1934.
13506 à 13517. Le bolchevisme dans le monde. Secours rouge international. 1918-1932.
13518 et 13519. Étrangers résidant en France. Exploitations agricoles leur appartenant. 1922-1934.

Chômage

- F/7/13520 à 13566. Chômage. 1921-35.
13520 à 13523. Circulaires, rapports, statistiques sur le chômage. 1921-1927.
13524 à 13528. Rapports des préfets (classement par département). 1927-1930.
13529 à 13530. Enquête sur le chômage. 1931.
13531 à 13532. Journée internationale de lutte contre le chômage. 1931.
13533 à 13564. Rapports des préfets (classement chronologique). 1931-1935.
13565. Manifestations de chômeurs. 1931-1934.

13366. Bulletins du marché du travail. 1931-1934.

Mouvement syndical

- F/7/13567 à 13623. Mouvement syndicaliste. 1881-1935.
13567. Bourse du travail. 1893-1916.
13598 à 13584. Confédération générale du travail. 1894-1935.
13585. Confédération générale du travail unitaire. 1922-1935.
13586 à 13588. Congrès et journées d'action. 1921-1929.
13589 à 13593. Presse syndicale. 1907-1934.
13594 à 13597. Revendications et groupements divers. 1903-1934.
13598 à 13623. Bourses du travail et Union des syndicats (classement par département). 1881-1929.
- F/7/13624 à 13837. Fédérations et syndicats corporatifs. (classement alphabétique par professions). 1852-1936.
13624 à 13629. Agriculture. 1904-1936.
13630 à 13634. Alimentation. 1903-1936.
13635. Allumettes. 1899-1929.
13636. Ameublement. 1908-1926.
13637 à 16646. Arsenaux et poudres. 1901-1933.
13647 à 13652. Bâtiments. 1907-1936.
13653. Briqueteurs (1912-1919). Charpentiers (1907-1919). Menuisiers (1906-1919).
13654 à 13655. Dessinateurs (1907-1916). Maçons, terrassiers, cimentiers (1905-1919).
13656 à 13657. Peintres (1905-1919). Plombiers-couvreurs (1912-1918). Terrassiers (1905-1919).
13658. Bijoutiers-orfèvres (1909-1928). Blanchisseurs (1905-1924). Bois (1904-1927).
13659. Céramistes (1920-1928). Carriers-tailleurs de pierre (1912-1921).
13660 à 13692. Cheminots. 1894-1936.
13693. Coiffeurs. 1905-1924.
13694 à 13696. Commerçants. 1920-1936.
13697 à 13698. Cuis et peaux. 1905-1931.
13699 à 13711. Dockers. 1897-1934.
13712 à 13713. Douanes. 1906-1930.
13714 à 13715. Eclairage. 1913-1929.
13716 à 13717. Electriciens. 1905-1921.
13718 à 13723. Employés (1900-1936).
13724 à 13739. Fonctionnaires. 1898-1936.
13739. Personnel civil de la Guerre. 1898-1925.
13740 à 13741. Habillement. 1905-1929.
13742. Industrie hôtelière. 1915-1936.
13743 à 13749. Instituteurs. 1917-1936.
13750 à 13751. Syndicats divers. 1903-1924.
13752 à 13754. Livre et papier. 1905-1929.
13755 à 13757. Locataires. Notes et presse. 1919-1936.
13758-13770. Inscrits maritimes et métiers de la mer. 1852-1934.
13771-13787. Métaux. 1898-1936.
13788-13801. Mineurs. 1883-1931.
13802-13811. Postiers [PTT]. 1910-1936.
13812. Préparateurs en pharmacie (1919-1924). Produits chimiques (1906-1924).
13813-13814. Services de santé. 1905-1927.
13815-13816. Spectacles. 1905-1933.
13817-13818. Tabacs. 1901-1929.
13819-13824. Textiles. 1905-1929.
13825-13830. Transports. 1900-1930.
13831. Voiture. 1905-1924.
13832. Chauffeurs, cochers, conducteurs. 1905-1936.
13833 à 13836. Travailleurs municipaux. 1902-1929.
13837. Verriers. 1920-1925.

Grèves

- F/7/13838 à 13935. Grèves (classement par profession). 1905-1935.
13838 à 13839 Agriculture. 1910-1934.
13840 à 13844. Alimentation. 1909-1934.
13845 à 13846. Ameublement. 1911-1934.
13847 à 13857. Bâtiment. 1909-1934.
13858. Bijouterie, horlogerie, orfèvrerie. 1905-1934.
13859. Blanchisserie, teinturerie. 1911-1934.
13859 à 13861. Bois. 1910-1934.
13862 à 13863. Caoutchouc (1920-1930). Carriers (1905-1934).
13864 à 13866 Céramique (1910-1934). Charbons (1910-1934). Chauffage, éclairage, fumisterie (1910-1934). Coiffeurs, parfumeurs (1919-1920, 1923-1931).
13867 à 13871. Cuirs et peaux. 1906-1934.
13872 à 13877. Dockers. 1911-1934.
13878 à 13879. Employés. 1919-1934.
13880 à 13883. Fabriques (1912-1934). Habillements (1909-1934). Huilerie, savonnerie (1920-1934).
13884 à 13886. Livre et papier. 1910-1935.
13887 à 13890. Marine marchande. 1910-1934.
13891 à 13902. Métaux. 1910-1935.
13903 à 13906. Mineurs. 1919-1934.
13907. Optique et ouvriers lunetier (1920-1933). Raffineries de pétrole (1911-1930). Pipiers de Saint-Claude (1920-1932). Poudreries (1910-1929). PTT (1925-1934).
13908. Produits chimiques. 1919-1934.
13909. Radio (1923-1934). Spectacles (1910-1927). Tabacs (1911-1931).
13910 à 13922. Textiles. 1911-1934.
13923 à 13928. Transports. 1908-1934.
13929. Travailleurs municipaux (1911-1932). Travaux publics (1910-1935).
13931 à 13932. Voitures (1910-1934) et divers (1920-1934).
- F/7/13933 à 13935. Grèves générales, 1898-1936.

Associations

- F/7/13936 à 13943 Coopératives (1890-1922). Assurances sociales (1928-1930). Sociétés anonymes [classement départemental : nombreuses sociétés d'écoles libres]. (1904-1910). Sociétés et associations diverses notamment comités d'aide à la Russie et associations sionistes (1901-1935).

Divers

- F/7/13944 à 13949. Papiers saisis au domicile de la veuve d'A. Fromentin (1917), chez Kougate (1933), chez J. Lévy, commerçant (1909-1916).
- F/7/13950 à 13965. Mélanges : attaque contre des ministres Claveille (1918) Malvy (1926). Activité de Clemenceau (1906-1924). Attentats notamment contre le Président de la République et Léon Blum (1921-1936). Campagnes pour l'amnistie (1923-1924) ; — contre les décrets-lois (1934). Lutte contre la vie chère (1919-1926). Dossiers sur des journaux, des hommes politiques (1907-1935). Voyages de personnalités (1909-1931), etc.
- F/7/13966 à 13987. Papiers divers provenant de la Sûreté générale et classés chronologiquement. 1871-1940.

Etrangers

- F/7/13988 à 14591. Expulsés et interdits de séjour : dossiers individuels (classement alphabétique). 1889-1906.

Personnel de police

F/7/14592 à 14604. Personnel de police. Fonctionnaires de police nés entre 1824 à 1893 et mis à la retraite avant la guerre de 1939-1945 (classement alphabétique).

Services de la Sûreté générale et papiers du « coffre »

F/7/14605 à 14615. Sûreté générale. 1871-1939.
14605 à 14611. Mélanges : circulaires, (1871-1914) ; papiers de Hennion, directeur adjoint de la Sûreté générale, (1888-1906) ; grèves, (1900-1920) ; préparation à la guerre, (1886-1914 et 1922-1924) ; espionnage, (1890-1918) ; appels à la générosité publique, (1931-1939).
14612 à 14615. Surveillance des congréganistes, (1897-1939). Rapports entre l'Église et l'État, (1919-1937)¹⁸.

Fichier central

F/7/14616 à 14885. Service central d'identification : fichier central. 1897-1943.
14616 à 14643. Bulletin hebdomadaire de Police criminelle. 1907-1942.
14644 à 14650. Bulletin de recherches des déserteurs et insoumis. 1911-1943.
14651 à 14653. États signalétiques des condamnés atteints par la loi sur des récidivistes. 1907-1943.
14654 à 14659. État signalétique des étrangers expulsés de France. 1902 et surtout 1913 à 1943.
14660. Signalement des recherchés. 1897-1941.
14661 à 14663. Collections de circulaires de la Direction de la Sûreté. 1903-1940 (très incomplètes).
14664 à 14670. Affaires diverses dont l'affaire Stavisky. 1906-1938.
14671. Antimilitarisme. 1907-1912.
14671 (suite) à 14680. Armes. 1920-1939.
14681 et 14682. Atteintes au crédit de l'État. 1924-1938.
14683 et 14684. Attentats. 1908-1939.
14685 et 14686. Autonomistes. 1932-1940.
14687. Banditisme en Corse. 1927-1935.
14688 à 14691. Banques, sociétés financières, divers. 1909-1939.
14692. Campagnes de dénigrement. 1922-1932.
14693 et 14694. Carnet B (listes d'individus à tendances extrémistes considérés comme dangereux) 1897-1940.
14695. Chauffeurs de taxis. 1928-1938.
14696. Contrebande. 1918-1939.
14697. Contribuables. 1923-1939.
14698. Corruption de fonctionnaires ; trafic d'influence. 1916-1938.
14699 et 14700. Déserteurs. 1913-1930 et 1938-1940.
14701. Embarquements et débarquements clandestins. 1925-1935.
14702 à 14708. Escroqueries. 1908-1940.
14709 et 14710. Espionnage. 1896-1940.
14711 à 14763. Étrangers par nationalités et surtout Allemands, Espagnols, Italiens, Russes et Yougoslaves.
14764 à 14771. Fausse monnaie. 1908-1940.
14772. Fausses cartes d'identité. 1930-1939.
14773. Faux et usages de faux. 1913-1940.

¹⁸ F⁷ 14612 à 14615. Rapports produits par le Bureau des Associations et des Cultes, qui les avait transmis pour information à la Direction de la Sûreté générale.

14774 à 14776. Faux passeports, faux visas. 1920-1940.
14777. Fraudes. 1906-1937.
14778. Grèves et entraves à la liberté du travail. 1907-1939.
14779. Hausses illicites. Accaparements. 1911-1940.
14780. Jeux. 1885-1939.
14781. Juifs et propagande antisémite. 1938-1940.
14782 à 14819. Partis et mouvements politiques.
14820 et 14821. Pillages. 1914-1940.
14822. Propagande défaitiste, propos antinationaux. 1939-1940.
14823 à 14828. Réfugiés. 1914-1940.
14829 à 14831. Sabotages. 1907-1917 et 1938-1940.
14832 à 14848. Stupéfiants. 1909-1940.
14849. Trafics de décorations. 1911-1914 et 1930-1940.
14850 à 14852. Trafic d'or, de devises, exportation de capitaux. 1916-1940.
14853 à 14862. Traite de femmes. 1908-1940.
14863. Troubles. 1911-1935.
14864. Usines et matériel de guerre. 1939-1940.
14865 à 14869. Vols dans les musées (*à signaler*, vol de la Joconde). 1911-1937.
14870 à 14872. Vols d'objets d'art. 1937-1939.
14873. Vols divers. 1908-1940.
14874 à 14878. Surveillance des milieux politiques, économiques et intellectuels. 1894-1940.
14879. Divers. 1911-1940.
14880 à 14882. Surveillance et répression des actes terroristes et des menées antinationales. 1940-1944.
14883 à 14884. Juifs étrangers. 1939-1944.
14885. Papiers d'Yves Fourcade.

Cabinet du Secrétariat général à la Police (1941-1944)

F/7/14886 à 14898. Affaires allemandes.
14886. Collaboration des polices française et allemande.
14887 à 14889. Internés et détenus.
14889 (*suite*). Main-d'œuvre en Allemagne.
14890. Usage et port d'armes ; programme de renforcement de la police française.
14891. Camps d'internement.
14892. Organisation et administration de la police.
14893. Gendarmerie
14894/1. Garde. Groupes mobiles de réserve (G.M.R.).
14894/2. Garde des communications.
14895. Polices diverses.
14896. Administration du personnel.
14897 et 14898. Divers.

F/7/14899 à 14911. Dossiers français.
14899 à 14901. Divers.
14902. Administration des camps d'internement.
14903 et 14904. Service des renseignements généraux.
14905 et 14906. Personnel du maintien de l'ordre.
14907 à 14909. Circulaires.
14910 et 14911. Courrier.

F/7/14912 à 14923. Corps des gardes des communications : dossiers de principe ; fonctionnement ; courrier ; groupes Paris, Saint-Quentin, Dijon et Clermont-Ferrand ; épuration. 1940-1945.

F/7/14924 à 14937. Service du contrôle technique des communications. 1940-1945.

Archives des Forces Française de l'Intérieur¹⁹

- F/7/14938 à 14946. Archives des Forces Française de l'Intérieur (FFI). 1943-1945.
14938 à 14940. Ministère de la Guerre. Direction des Forces françaises de l'Intérieur (F.F.I).
2^e bureau.
14941 et 14942. Archives F.F.I. région « Île-de-France ».
14943 à 14946. États-majors F.F.I.

Archives du gouvernement militaire de Paris²⁰

- F/7/14947 à 14964. Archives du gouvernement militaire de Paris. 1938-1945.
14947. Gouvernement militaire de Paris. Région de Paris. État-major, 5^e bureau et 6^e section
(circulation).
14948 à 14955. Gouvernement militaire de Paris. Bureau de sécurité militaire 407 :
organisation, enquêtes.
14956 à 14961. Documents reçus par le B.S.M. 407 pour exploitation concernant des partis et
mouvements politiques.
14962 à 14964. Papiers saisis divers appartenant à Robert Hervet, Paul Néraud, Kaltenmark-
Stavnik, André Daix, Richard de Granmaison, Georges Ray, Groupement corporatif de la
presse quotidienne de Paris, Centre d'études cinématographiques, Drujon, Gaston Denizot,
un membre du Service des Sociétés secrètes.
14965. Dossiers divers sur l'épuration. 1942-1945.

Commission de Sûreté²¹

- F/7/14966. Organisation de la commission et procès-verbaux de séances. 1944-1945.

Cabinet de la Sûreté

- F/7/14967. Registre de courriers arrivée-départ 1948-1950.

Inspection générale des camps d'internement

- F/7/14968 à 14973. Camps d'internement : rapports de fonctionnement, recensements statistiques des internés et
dossiers de personnel des camps. 1944-1946.

Archives du bureau des menées antinationales du secrétariat d'Etat à la guerre²²

- F/7/14974 à 15016. Renseignements militaires émanant du bureau des menées antinationales (BMA) du
secrétariat d'Etat à la guerre : documentation et renseignements sur le Parti
communiste et la Résistance. 1917-1942.
14974 à 14985. Renseignements divers classés par pays. 1917-1940.
14986 à 14990. Action communiste en France et dans l'Empire français. 1922-1942.

¹⁹ Archives dites « récupérées » confiées à la direction de la Sûreté à la Libération pour être exploitées par le Fichier central.

²⁰ Archives dites « récupérées » confiées à la direction de la Sûreté à la Libération pour être exploitées par le Fichier central.

²¹ La commission de la Sûreté est constituée en septembre 1944 auprès du ministère de l'Intérieur pour "faire des propositions d'internement à l'encontre des personnes coupables d'actes de trahison, de collaboration avec l'ennemi ou de menées antinationales ».

²² Documents découverts et saisis par les allemands après leur entrée en zone libre puis exploités par les services allemands installés rue des Saussaies (Sicherheitspolizei SD Kommando IV).

14991 à 14993. Moyens de propagande (journaux clandestins, tracts, brochures). 1931-1942.
14994 à 14996. Renseignements individuels. 1935-1942.
14997 à 14999. Lutte anti-communiste.
15000 à 15012. Communistes et résistants. 1935-1942.
15013 et 15014. *Cotes vacantes*.
15015 et 15016. Documentation sur le parti communiste. 1926-1929 et 1940.

Service central de circulation du secrétariat général pour la police

F/7/15017 et 15018. Délivrance des laissez-passer. 1941-1943.

Direction du personnel et du matériel : recrutement dans la Police

F/7/15019 à 15085. Recrutement de la police nationale. 1940-1966.
15019 à 15027. Concours. 1941-1949.
15028 à 15032. Recrutements divers. 1940-1966.
15033 et 15034. École nationale de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. 1941-1955.
15035. Centre d'instruction et d'application de la Sûreté nationale à Sens. 1951-1955.
15036 à 15039. Emplois réservés. 1948-1964.
15040 à 15048. Stagiaires étrangers, par pays. 1950-1962.
15049 à 15060. Stages de gardiens des Compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) à Sens. 1948-1965.
15061 à 15064. Concours de recrutement de la Sûreté nationale en Algérie. 1955-1961.
15065 à 15085. Prisonniers de guerre, membres des Forces Françaises Libres et déportés politiques : dossiers de candidatures aux emplois réservés. 1946.

Inspection générale des camps d'internement

F/7/15086 à 15111. Camps d'internement administratifs. 1940-1947.
15086 à 15092. Affaires générales : organisation ; personnel ; comptabilité ; transports d'internés ; fonctionnement ; liquidation.
15093 à 15111. Dossiers des camps, (classement par département) 1940-1961.

Bureau de la réglementation des lieux publics de la direction de la réglementation

F/7/15112 à 15122. Fermeture des débits de boissons tenus par les Nord-Africains : recours des tenanciers (classement par département) (1955-1964).

Papiers saisis à des organisations et établissements allemands et tchèques

F/7/15123 à 15165. Mélanges. 1924-1945.
15123 à 15128. Archives provenant du journal *Die Zukunft* : correspondance et publications. 1924 et 1938-1940.
15129 et 15130. Imprimés et tracts divers. 1932-1940.
15131 à 15133. *Kommunistische Partei Deutschland (K.P.D.)* : organisation ; comptabilité ; rapports ; circulaires et correspondance. 1936-1939.
15134 à 15139. Imprimés ; textes d'émissions ; dépêches de presse. 1936-1940.
15140 et 15141. Documentation et correspondance de Jean Opocensky, consul de Tchécoslovaquie à Paris. 1937-1942.

15142 à 15157. Archives du Service de sécurité allemand (*Sicherheitsdienst* en France : organisation ; agents français en Allemagne ; partis politiques français ; mouvements de jeunesse ; autonomistes bretons ; résistance.

15158 à 15165. Fichiers des renseignements généraux : arrestations de terroristes ; attentats ; grèves. 1941-1944.

Sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontière.

F/7/15166 à 15177. Sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontière. 1917-1949.
15166 et 15167. Carte d'identité des étrangers ; introduction des travailleurs étrangers. 1919-1943.
15168 à 15177. Réglementation du régime des étrangers et affaires particulières pour chaque pays²³.

Direction des Renseignements généraux

F/7/15178 à 15272. Dossiers sur l'Organisation de l'armée secrète, O.A.S. 1955-1968.
F/7/15273 à 15389. Renseignements généraux : documentation. 1940-1973.
15273 à 15282. Partis politiques sous l'Occupation²⁴.
15283 à 15285. Partis politiques après la Libération.
15286 à 15288. Gouvernements et administrations sous l'Occupation.
15289 et 15290. Gouvernements et administrations à la Libération et après.
15291 à 15299. Personnalités religieuses, du cinéma, de la radio, des milieux financiers et économiques.
15300 à 15313. Rapports avec l'occupant.
15314 à 15319. Rapports avec l'Allemagne. 1945-1954.
15320 à 15322. Rapports avec les pays étrangers. 1941-1952.
15323. Divers. 1944-1954.
15324 à 15352. Dossiers individuels comprenant des notes de police, des coupures de presse, des interrogatoires relatifs aux événements de 1939-1945 (*à signaler* le journal de Déat librement communicable sur microfilm).
15353 à 15370. *Cotes vacantes*.
15371 à 15384^A. Mouvements communistes. 1950-1961.
15384^B. Allemands ; fichier de la francisque. 1940-1950.

Commission de vérification des mesures de sécurité publique

F/7/15390 à 15403. Commission de vérification des mesures de sécurité publique. 1956-1963.
15390. Organisation de la commission de vérification des mesures de sécurité publique. 1959-1962.
15391 à 15393. Actes terroristes. 1960-1963.
15394 à 15398. Musulmans en métropole. 1958-1962.
15399. Activistes. 1961-1963.
15400 à 15403. Correspondance de la commission de vérification des mesures de sécurité publique. 1958-1963.

Police judiciaire

F/7/15404 à 15433. Police judiciaire : attentats en Algérie. 1951-1962.
15404 à 15417. Fichiers alphabétique et chronologique des attentats en Algérie. 1957-1962.

²³ Le carton coté F⁷ 15177 est en déficit.

²⁴ Une partie du carton F⁷ 15273 est en déficit.

15418 à 15432. Attentats en Algérie : dossiers d'information et d'enquête. 1960-1962.
15433. Police en Algérie. 1951-1961.

Papiers saisis

F/7/15434 à 15436. Papiers saisis dans le cadre d'affaires liées aux événements de Mai 1968.

Direction des Renseignements généraux

F⁷ 15437 à 15442. Manifestations politiques et sociales. 1950-1958.
F⁷ 15443 à 15474. Cotes vacantes
F⁷ 15475 à 15539. Dossiers individuels de personnalités du monde politique, syndical, artistique et scientifique (classement par numéro de dossier). 1941-1974.
F/7/15540 à 15647. Renseignements généraux : documentation. 1940-1975.
15540 à 15542 Fonctionnement de la Police. 1950-1974.
15543 à 15544 Menaces et dénonciations adressées à la Présidence la République. 1960-1970.
15545 à 15553. Mouvements politiques sous l'Occupation et procès Pétain. 1942-1945.
15554 à 15586. Bulletins quotidiens, hebdomadaires et mensuels diffusés auprès des préfets concernant l'actualité, les mouvements politiques et sociaux, l'état de l'opinion et la presse. 1955-1973.
15587. Économie Française. 1955-1961.
15588 à 15622 Partis et mouvements politiques. 1939-1963.
15623 à 15643 Cotes vacantes
15644 à 15647 Union, Française, Algérie, Marseille (1949-1964).

Direction de la réglementation

F/7/15648 à 15665. Contrôle de la presse, des associations et des sociétés secrètes. 1943-1961.
15648 à 15660. Contrôle de la presse et de la librairie. 1943-1961.
15661 et 15662. Récupération par le parti communiste et les syndicats des biens leur ayant appartenu leur dissolution en 1939.
F/7/15663 à 15665. Franc-maçonnerie et sociétés secrètes. 1940-1951.

Inspection générale des camps d'internement

F/7/15666 à 15669. Liquidation des camps d'internement. 1942-1956.

Direction de la réglementation

F/7/15670. Alsaciens-Lorrains et Français en Allemagne. (1942-1948).

Direction du personnel et du matériel de la Police

- F/7/15670 (suite) et 15671. Parité des fonctionnaires de la Sûreté nationale et de la Préfecture de police. 1945-1958.
F/7/15672 à 15740. *Cotes vacantes.*

Direction des Renseignements généraux

- F/7/15741 à 15750. Dossiers individuels de personnalités du monde politique, syndical, artistique et scientifique (classement par numéro de dossier). 1941-1975.
F/7/15751. Dossiers de détenus politiques. 1926-1931.
F/7/15752 à 15765. Revue de presse. 13 février-13 octobre 1934.

Archives du parti Fascio en France (1893-1944)

- F/7/15766 à 15897. Dossiers individuels.
F/7/15898 à 15907. Correspondance.
F/7/15908 à 15913. Dossiers et registres divers..
F/7/15914 à 15923. Fichiers du Fascio à Paris..

Direction générale de la police nationale :

Fichier central : fonds « Panthéon » (1890 env.-1939 env.)

- F/7/15924. Dossiers individuels : Ai à Arc.
F/7/15925/1 à F/7/15925/3. Dossiers individuels : Arton (Léopold).
F/7/15926/1 à 15928/2. Dossiers individuels : Attentat de Marseille contre Alexandre de Serbie et Louis Barthou.
F/7/15929/1. Dossiers individuels : Aubry à Aumale (Léopold).
F/7/15929/2 à F/7/15937/2. Dossiers individuels : lettre B.
F/7/15937/2 (suite) à F/7/15943/1. Dossiers individuels : lettre C.
F/7/15943/2 à F/7/15953/1. Dossiers individuels : lettre D.
F/7/15953/2. Dossiers individuels : lettre E.
F/7/15953/3 à 15957/2. Dossiers individuels : lettre F.
F/7/15957/2 (suite) à 15966/1. Dossiers individuels : lettre G.
F/7/15966/1 (suite) à 15970/2. Dossiers individuels : lettre H.
F/7/15971/1 à 15973/2-3. Dossiers individuels : lettres I et J.
F/7/15974/1 à 15976/1. Dossiers individuels : lettre K.
F/7/15976/2 à 15980/1. Dossiers individuels : lettre L.
F/7/15980/2 à 15986/2. Dossiers individuels : lettre M.
F/7/15986/2 (suite) à 15988/1. Dossiers individuels : lettre N.
F/7/15988/1 (suite) à 15989/1. Dossiers individuels : lettre O.
F/7/15989/1 (suite) à 15999/1. Dossiers individuels : lettre P.
F/7/15999/2 à 16004/1. Dossiers individuels : lettre R.
F/7/16004/2 à 16022/1. Dossiers individuels : lettre S.
F/7/16022/2 à 16025/2. Dossiers individuels : lettre T.
F/7/16025/2 (suite). Dossiers individuels : lettre U.
F/7/16026/1 à 16027/1. Dossiers individuels : lettre V.
F/7/16027/1 (suite) à 16028/1. Dossiers individuels : lettre W.
F/7/16028/1 (suite) à 16028/2. Dossiers individuels : lettre Z.

Sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontalière (1892-1985)

F/7/16029 à 16044.	Statut des étrangers.(1850-1966).
F/7/16044 (suite) à 16050.	Réglementation et statut des étrangers : classement par catégorie d'activité (1925-1979).
F/7/16051 à 16056.	Règlement concernant la carte d'identité d'étrangers (1917-1962).
F/7/16057.	Mesures à l'encontre des étrangers (1930-1953).
F/7/16058 à 16082.	Réfugiés : statuts, organisations en charge des réfugiés et dossiers par pays d'origine (1924-1982).
F/7/16083 à 16097.	Réglementation et statut des étrangers : classement par nationalité (1922-1977).
F/7/16097 (suite) à 16104.	Statut des étrangers : classement par thème (1920-1982).
F/7/16104 (suite) à 16108.	Réglementation et statut des étrangers (1892-1982).
F/7/16109 à 16112.	Statistiques (1940-1979).
F/7/16113 à 16126.	Étrangers et réfugiés (1919-1974).

Seconde Guerre mondiale

F/7/16127.	Bureau des chemins de fer : registres de main courante et rapport de synthèse sur l'action des services policiers allemands contre la résistance bordelaise. 1943-1949..
------------	--

Direction de la Réglementation : Parti communiste (1939-1946)

F/7/16128 à 16129.	Dissolution du Parti communiste et dévolution de ses biens. Déchéance de la nationalité française de Maurice Thorez. 1939-1946.
--------------------	---

Défense passive et protection civile (1938-1946)

F/7/16130.	Direction générale de la Protection civile : Défense passive, protection de la population civile, sapeurs-pompiers. 1938-1946.
------------	--

Service central photographique et d'identité : photographies

F/7/16131 à 16141.	Voyages officiels de personnalités françaises ou étrangères, cérémonies officielles, thématiques liées à la Seconde Guerre mondiale. 1939-1947
--------------------	--

Renseignements généraux

F/7/16142 à 16277.	Direction centrale des Renseignements généraux : Dossiers de personnalités politiques (classement alphabétique). 1941-1978.
--------------------	---

Cabinet du directeur de la sûreté nationale puis

du secrétaire général à la police (1939-1944)

F/7/16278 à 16285.	Notes, circulaires, instructions, décrets émanant de la direction de la sûreté nationale puis du Secrétariat général à la police . Classement chronologique. 1939-1944.
--------------------	---

Service central photographique et d'identité (SCPI) (1943-1963)

F/7/16286 à 16311.	Crimes et délits : albums photographiques transmis au SCPI pour contrôle technique par les Services locaux et régionaux de police et d'identité judiciaire. Classement chronologique puis régional. 1943-1963.
--------------------	--